

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO
MINISTÈRE DU BUDGET



DOCUMENT N°3

**RAPPORT D'EXECUTION DE LA LOI
DE FINANCES A FIN JUIN 2014**

Kinshasa, Septembre 2014

SOMMAIRE

SOMMAIRE	i
LISTE DES ACRONYMES.....	ii
LISTE DES TABLEAUX	iv
INTRODUCTION.....	1
I. CONTEXTE D'EXECUTION DU BUDGET AU COURS DU PREMIER SEMESTRE 2014	2
II. ETAT D'EXECUTION DES PRINCIPAUX AGREGATS BUDGETAIRES A FIN JUIN 2014	3
2.1. MOBILISATION DES RESSOURCES BUDGETAIRES AU PREMIER SEMESTRE DE L'EXERCICE 2014.....	3
2.1.1. Recettes du budget général.....	3
2.1.2. Recettes des budgets annexes.....	12
2.1.3. Recettes des comptes spéciaux.....	12
2.2. EXECUTION DES DEPENSES	12
2.2.1. Dette publique en capital et frais financiers	15
2.2.2. Rémunérations.....	15
2.2.3. Dépenses de biens, matériels et prestations	17
2.2.4. Subventions et transferts.....	18
2.2.5. Investissement.....	20
2.2.6. Dépenses exceptionnelles	27
2.2.7. Dépenses de lutte contre la pauvreté (DLCP)	28
3. MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME D' ACTIONS DU GOUVERNEMENT A FIN JUIN 2014	31
4. SOLDE BUDGETAIRE A FIN JUIN 2014.....	35
CONCLUSION	37

LISTE DES ACRONYMES

ARPTC	: Autorité de Régulation des Postes et des Télécommunications
BPO	: Budget pour Ordre
CENI	: Commission Electorale Nationale Indépendante
CIPOR	: Cimenterie de la Province Orientale
COMESA	: Common Market for East and South of Africa (Marché commun des Etats d'Afrique de l'Est et Australe)
DGDA	: Direction Générale des Douanes et Accises
DGI	: Direction Générale des Impôts
DGRAD	: Direction Générale des Recettes Administratives, Judiciaires, Domaniales et de Participations
DLCP	: Dépenses de Lutte contre la Pauvreté
EPSP	: Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel
ESB	: Etat de Suivi Budgétaire
ESU	: Enseignement Supérieur et Universitaire
ETD	: Entité Territoriale Décentralisée
FAD	: Fonds Africain de Développement
FC	: Franc Congolais
FN PSS	: Fonds National de Promotion de Service Social
FPI	: Fonds de Promotion de l'Industrie
GAVI	: Global Alliance Vaccines and Immunisation (Alliance Globale pour le Vaccin et l'Immunisation)
IBP	: Impôt sur les Bénéfices et Profits
ICA	: Impôt sur le Chiffre d'Affaires
IPR	: Impôt Professionnel sur le Revenu
ITPR	: Infrastructures, Travaux Publics et Reconstruction
LOFIP	: Loi relative aux Finances Publiques
ONG	: Organisation non gouvernementale
PAG	: Programme d'Action du Gouvernement
PEB	: Plan d'Engagement Budgétaire
PGAI	: Plateforme de Gestion de l'Aide et de l'Investissement
PROMINES	: Projet Mines
PTNTIC	: Postes, Téléphones, Nouvelles Technologie de l'Information et de la Communication
PTM	: Projet Transport Multimodal
PTR	: Plan de Trésorerie
RDC	: République Démocratique du Congo

SADC	:	Southern African Development Community (Communauté de développement d'Afrique australe)
SNCC	:	Société Nationale de Chemin de fer du Congo
SNEL	:	Société Nationale d'Electricité
TOFE	:	Tableau des Opérations financières de l'Etat
TVA	:	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UNFPA	:	United Nations Population Fund (Fonds des Nations Unies pour la Population)

LISTE DES TABLEAUX

Tableau n°1 :	Exécution des axes du Programme d'actions du Gouvernement à fin juin 2014.
Tableau n°2 :	Principaux indicateurs macroéconomiques à fin juin 2014.
Tableau n°3 :	Réalisation des recettes globales à fin juin 2014
Tableau n°3.1 :	Recettes des douanes et accises
Tableau n°3.2 :	Recettes des impôts
Tableau n°3.3 :	Recettes non fiscales encadrées par la DGRAD
Tableau n°4 :	Exécution des dépenses par rubrique budgétaire
Tableau n°4.1 :	Dépenses de rémunérations par section
Tableau n°4.2 :	Dépenses de biens, matériels et prestations par section
Tableau n°4.3 :	Charges communes
Tableau n°4.4 :	Subventions et transferts par section
Tableau n°4.5 :	Transfert aux Provinces et ETD (Fonctionnement)
Tableau n°4.6 :	Contrepartie des projets
Tableau n°4.7 :	Investissements ressources extérieures
Tableau n°4.8 :	Investissements ressources propres
Tableau n°4.9 :	Dépenses exceptionnelles par projet
Tableau n°4.10 :	Dépenses de lutte contre la pauvreté par rubrique budgétaire
Tableau n°4.11 :	Dépenses de lutte contre la pauvreté par administration

INTRODUCTION

Le rapport d'exécution du budget au premier semestre de l'année figure parmi les documents qui accompagnent le projet de loi de finances au Parlement et ce, en application de l'article 79 de la Loi n° 11/011 du 13 juillet 2011 relative aux finances publiques (LOFIP).

Ce rapport permet aux deux chambres du Parlement de suivre de quelle manière les autorisations accordées par elles, tant en recettes qu'en dépenses, ont été exécutées par le Gouvernement et oriente l'examen et le vote du projet de loi de finances de l'année n+1 ainsi que la prise de décisions.

Il figure aussi parmi les documents clés de la transparence des finances publiques suivis par les organismes ad hoc tels que le Partenariat Budgétaire International (IBP) dans le cadre de l'indice du budget ouvert.

Le présent rapport retrace donc le niveau d'exécution du budget du pouvoir central à fin juin 2014 et est structuré en trois parties ci-après :

- Etat d'exécution des principaux agrégats budgétaires à fin juin 2014 ;
- Mise en œuvre de la politique budgétaire par axe du Programme d'action du Gouvernement à fin juin 2014 ;
- Analyse du solde budgétaire.

Une brève conclusion boucle le présent rapport.

I. CONTEXTE D'EXECUTION DU BUDGET AU COURS DU PREMIER SEMESTRE 2014

La Loi de Finances 2014 sur laquelle planche le présent rapport a été publiée le 1^{er} janvier 2014. Elle était précédée de la Loi n° 14/001 du 02 janvier 2014 portant ouverture des crédits provisoires pour la période de janvier 2014.

L'exécution du Budget au premier semestre 2014 s'est attelée à donner des réponses aux préoccupations exprimées lors de l'élaboration du Budget 2014.

Sur le plan politique, diplomatique et sécuritaire, l'action de l'Etat au cours de cette période a été centrée sur l'application de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération dans la région des Grands Lacs ainsi que sur la mise en œuvre des résolutions des concertations nationales, notamment la poursuite de la réforme de l'armée et de la police et le rétablissement de l'autorité de l'Etat sur toute l'étendue du territoire national.

Sur le plan socio-économique, l'action du Gouvernement a porté sur la concrétisation des actions qui conduisent vers l'émergence du Congo, notamment celles en rapport avec la réunification routière pour le désenclavement des provinces, l'électrification du monde rural ainsi que la réhabilitation des infrastructures routières, scolaires et hospitalières.

Sur le plan des réformes économique-financières, le Gouvernement a poursuivi la mise en œuvre des innovations de la Loi relative aux Finances Publiques, notamment celles liées à la transparence et à la participation citoyenne, à la gestion axée sur les résultats, à la gestion budgétaire et à la fiscalité. Ces efforts ont été couronnés par le retour du pays dans l'initiative pour la transparence de l'industrie extractive (ITIE) et la réalisation des performances en matière de stabilisation macroéconomique.

II. ETAT D'EXECUTION DES PRINCIPAUX AGREGATS BUDGETAIRES A FIN JUIN 2014

2.1. MOBILISATION DES RESSOURCES BUDGETAIRES AU PREMIER SEMESTRE DE L'EXERCICE 2014

Au cours du premier semestre, les recettes ont été réalisées à concurrence de **2.462,2 milliards de FC** dont **2.284,9 milliards de FC** des recettes du budget général, **50,3 milliards de FC** des recettes des Budgets Annexes et **126,9 milliards de FC** des recettes des comptes spéciaux. Par rapport à la prévision linéaire de **4.136,7 milliards de FC**, ces recettes représentent **59,5%** de réalisation.

2.1.1. Recettes du budget général

Les statistiques du tableau des opérations financières de l'Etat (TOFE) situent les réalisations à fin juin 2014 à **2.284,9 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **3.724,5 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **61,4%** (cfr tableau n°3 ci-dessous).

Tableau n°3 : Réalisation des recettes globales à fin juin 2014

N°	RUBRIQUES	BUDGET 2014				
		PREVISIONS 2014	Struct. (%)	PREVISIONS LINEAIRES	RÉALISATIONS FIN JUIN	Taux réal. (%)
I.	BUDGET GENERAL	7 449 004 345 919	90,0	3 724 502 172 960	2 284 981 247 624	61,3
I.1.	RECETTES INTERNES (POUVOIR CENTRAL)	5 480 395 169 919	66,2	2 740 197 584 960	2 167 764 285 157	79,1
I.1.1.	RECETTES COURANTES	5 480 395 169 919	66,2	2 740 197 584 960	2 167 764 285 157	79,1
I.1.1.1	Recettes des Douanes et Accises	2 456 599 330 291	29,7	1 228 299 665 146	893 693 676 916	72,8
I.1.1.2	Recettes des Impôts	1 958 643 743 484	23,7	979 321 871 742	813 450 766 193	83,1
I.1.1.4	Recettes non Fiscales	654 717 096 144	7,9	327 358 548 072	254 537 038 472	77,8
1°	<i>DGRAD</i>	565 977 985 144	6,8	282 988 992 572	254 537 038 472	89,9
2°	<i>Autres</i>	88 739 111 000	1,1	44 369 555 500	0	0,0
a.	<i>Bonus sur contrat chinois</i>		0,0	0		
b.	<i>Pas de porte minier</i>	63 000 000 000	0,8	31 500 000 000		0,0
c.	<i>Vente de participations</i>	0	0,0	0		
d.	<i>Excédent de gestion des ETS publics</i>	0	0,0	0		
e.	<i>Autres recettes (Par DGRAD-DGDA)</i>	25 739 111 000	0,3	12 869 555 500		
I.1.1.5	Recettes des Pétroliers Producteurs	410 435 000 000	5,0	205 217 500 000	206 082 803 576	100,4
1°	<i>DGI</i>	169 520 668 000	2,0	84 760 334 000	77 894 060 380	91,9
2°	<i>DGRAD</i>	240 914 332 000	2,9	120 457 166 000	128 188 743 196	106,4
I.1.2	RECETTES EXCEPTIONNELLES	0	0,0	0	0	
I.2.	RECETTES EXTERIEURES	1 968 609 176 000	23,8	984 304 588 000	117 216 962 467	11,9
I.2.1.	RECETTES D'APPUI BUDGETAIRES	197 373 288 000	2,4	98 686 644 000	0	0,0
I.2.1.1	Emprunt Programme	0		0		
I.2.1.2	Dons Budgétaires	0	0,0	0		
I.2.1.3	Ressources PPTE	197 373 288 000	2,4	98 686 644 000	0	0,0
a.	<i>Ressources PPTE</i>	40 373 288 000	0,5	20 186 644 000		0,0
b.	<i>Ressources Allègements IADM</i>	157 000 000 000	1,9	78 500 000 000		0,0
I.2.2.	RECETTES DE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS	1 771 235 888 000	21,4	885 617 944 000	117 216 962 467	13,2
I.2.2.1	Dons Projets	1 587 193 316 000	19,2	793 596 658 000	117 216 962 467	14,8
a)	<i>Dons Projet PARSE et PME</i>	0	0,0	0		
b)	<i>Autres Dons</i>	1 587 193 316 000	19,2	793 596 658 000	117 216 962 467	14,8
I.2.2.2	Emprunts Projets	184 042 572 000	2,2	92 021 286 000	0	0,0
a)	<i>Banque Mondiale</i>	0	0,0	0		
b)	<i>BAD</i>	27 143 122 000	0,3	13 571 561 000		
c)	<i>Chine</i>	156 899 450 000	1,9	78 449 725 000		
c)	<i>Inde</i>	0	0,0	0		
II.	BUDGETS ANNEXES	516 429 915 000	6,2	258 214 957 500	50 339 156 087	19,5
III.	COMPTES SPECIAUX	307 999 348 000	3,7	153 999 674 000	126 898 323 038	82,4
III.1	FONER	91 491 128 000	1,1	45 745 564 000		
III.2	FONDS DE PROMOTION DE L'EDUCATION	2 497 235 000	0,0	1 248 617 500		
III.3	FONDS DE PROMOTION CULTURELLE	5 874 389 000	0,1	2 937 194 500		
III.4	FONDS DE PROMOTION DE L'INDUSTRIE	120 569 121 000	1,5	60 284 560 500		
III.5	FONDS DE CONTREPARTIE	12 057 475 000	0,1	6 028 737 500		
III.6	OPEC	510 000 000	0,0	255 000 000		
III.7	FONDS SPECIAL DE DEVELOPPEMENT	0	0,0	0		
III.8	PPP-BOT-TROC	0	0,0	0		
III.9	RVA	75 000 000 000	0,9	37 500 000 000		
IV.	RECETTES PROPRES DES PROVINCES	0	0,0	0		
	TOTAL RECETTES / FC	8 273 433 608 919	100,0	4 136 716 804 460	2 462 218 726 749	59,5

Source : Synthèse des données du TOFE au 30 juin 2014 / DTO et de la PGAI par la DPSB

Ces réalisations proviennent des recettes internes de l'ordre de **2.167,8 milliards de FC** et des recettes extérieures de **117,2 milliards de FC** ainsi que des recettes propres des budgets annexes et des comptes spéciaux.

2.1.1.1. Recettes internes

Les recettes internes mobilisées au cours du premier semestre 2014 portent essentiellement sur les recettes courantes. Celles-ci affichent un taux de réalisation de **79,1%** par rapport aux assignations de la période situées à **2.740,2 milliards de FC**, soit **2.167,8 milliards de FC**. Elles se répartissent de la manière suivante :

- ✓ Recettes des douanes et accises : **893,7 milliards de FC** réalisés contre une prévision linéaire de **1.228,3 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **72,8%** ;
- ✓ Recettes des impôts : **813,5 milliards de FC** réalisés contre une prévision linéaire de **979,3 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **83,1%** ;
- ✓ Recettes non fiscales (DGRAD) : **254,5 milliards de FC** réalisés contre une prévision linéaire de **282,9 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **89,9%** ;
- ✓ Pétroliers producteurs : **206,1 milliards de FC** réalisés contre une prévision linéaire de **205,2 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **100,4%**.

a) Recettes des douanes et accises

Les recettes des douanes et accises mobilisées au cours de la période sous revue se chiffrent à **893,7 milliards de FC**. Comparativement aux prévisions de la période chiffrées à **1.228,3 milliards de FC**, elles enregistrent un taux de réalisation de **72,8%** comme le montre le tableau ci-après.

Tableau n°3.1 : Recettes des douanes et accises à fin juin 2014

N°	NATURE DES RECETTES	LOI DE FINANCES 2014				
		VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS 6 MOIS	Taux de Réal	Struct (%)
I	Impôts généraux sur les biens et services	1 174 933 503 406	587 466 751 703	440 326 951 626	74,95	49,3
II	Droits d'accises	543 486 234 445	271 743 117 223	154 456 840 166	56,84	17,3
III	Droits de douane et autres droits à l'importation	721 192 081 388	360 596 040 694	293 925 350 579	81,51	32,9
IV	Taxes à l'exportation	14 674 832 052	7 337 416 026	4 020 260 760	54,79	0,4
V	Amendes et pénalités	2 312 679 000	1 156 339 500	965 273 785	83,48	0,1
TOTAL		2 456 599 330 291	1 228 299 665 145	893 694 676 917	72,76	100,0

Source : DGDA / TOFE à fin juin 2014

Les recettes des douanes et accises réalisées au cours de la période sous revue proviennent essentiellement des impôts généraux sur les biens et services (**49,3%**), des droits de douanes et autres droits à l'importation (**32,9%**), des droits d'accises (**17,3%**), des taxes à l'exportation (**0,4%**) ainsi que des amendes et pénalités (**0,1%**).

La réalisation de ces recettes s'est heurtée à de nombreuses difficultés, notamment :

- la non signature du décret pour la mise en place d'une nouvelle politique de fixation des prix des produits pétroliers pourtant prévue comme mesures à l'élaboration pour booster les recettes ;
- la non réalisation de la mesure relative au marquage moléculaire des produits pétroliers ;
- la non réalisation de l'audit des entreprises du secteur des télécommunications préconisé ;
- l'existence de nombreuses exonérations dérogatoires accordées aux institutions, services de l'Etat, ONG et, dans le cadre des contrats programmes, à certaines sociétés étatiques ;
- la non prise en charge de la fiscalité pétrolière par le Gouvernement avec une incidence négative sur les recettes des douanes ;
- l'immixtion des services autres que douaniers dans les opérations de dédouanement.

b) Recettes des impôts

Les recettes des impôts collectées à fin juin 2014 se chiffrent à **813,5 milliards de FC** et indiquent un taux de réalisation de **83,1%** par rapport aux prévisions linéaires de **979,3 milliards de FC**.

Le tableau reprenant les réalisations des recettes des impôts ci-après donne les indications par nature des recettes fiscales.

Tableau n°3.2 : Recettes des impôts à fin juin 2014

N°	NATURE DES RECETTES	LOI DE FINANCES 2014				
		VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS 6 MOIS	Taux de Réal.	Struct. (%)
I.	IMPOTS PROFESSIONNELS SUR LES REMUNERATIONS	714 716 275 313	357 358 137 657	294 104 931 186	82,3	36,2
II.	IMPOTS SUR LES BENEFICES ET PROFITS SUR LES REVENUS DES CAPITAUX MOBILIERS	446 341 619 048	223 170 809 524	214 868 386 890	96,3	26,4
III.	IMPOTS ET TAXES SUR LES BIENS ET SERVICES	747 667 661 124	373 833 830 562	296 204 025 402	79,2	36,4
IV.	AUTRES REVENUS	49 958 188 000	24 979 094 000	8 273 422 715	33,1	1,0
	TOTAL	1 958 683 743 485	979 341 871 743	813 450 766 193	83,1	100,0

Source : DGI, TOFE à fin juin 2014.

Ces recettes ont été réalisées à concurrence de **36,4%** pour les impôts et taxes sur les biens et services, **36,2%** pour les impôts professionnels sur les rémunérations, **26,4%** pour les impôts sur les bénéfices et profits et sur les revenus des capitaux mobiliers et **1,0%** pour les autres revenus.

Ce faible niveau de réalisation est justifié par les faits ci-après :

- le non recouvrement au cours du premier semestre de l'IPR à charge des membres des institutions politiques provinciales (assemblées provinciales et gouvernements provinciaux) sur les rémunérations, primes, collations et autres avantages prévus par la loi de finances de l'année ;
- l'absence de fiscalisation des engagés locaux des ambassades et missions diplomatiques accréditées en RDC ;
- l'inapplication de la réglementation sur le numéro impôt par la plupart de services publics et sur l'attestation de situation fiscale par tous les services ayant dans leurs attributions les marchés publics, le dédouanement, les paiements des créanciers de l'Etat et les mutations portant sur les biens immeubles, etc. ;

- les difficultés de recouvrement des suppléments d'impôts établis en raison du problème de trésorerie évoqué par les contribuables, particulièrement ceux ayant exécuté des marchés publics ;
- le manque d'un dispositif informatique permettant la remontée à la DGI de l'information sur la TVA collectée ;
- les obstacles constatés dans la procédure de recouvrement forcé des droits dus au trésor par certaines grandes entreprises.

c) Recettes non fiscales (DGRAD)

A fin juin 2014, ces recettes se sont chiffrées à **254,5 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **282,9 milliards de FC**, ce qui dégage un taux de réalisation de **89,9%**.

Ci-après, le tableau des réalisations des recettes non fiscales par ministère et service à fin juin 2014.

Tableau n°3.3 : Recettes non fiscales à fin juin 2014

CODES	MINISTERES ET SERVICES	LOI DE FINANCES 2014				
		VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS FIN JUIN	Struct	TAUX REAL.
I.	RECETTES ADMINISTRATIVES	251 781 172 401	125 890 586 201	97 683 191 324	38,4	77,6
22	AFFAIRES ETRANGERES	25 303 329 000	12 651 664 500	5 743 405 099	2,3	45,4
25 a	INTÉRIEUR ET SECURITE	711 359 000	355 679 500	193 808 160	0,1	54,5
25 b	INTÉRIEUR / RELATION AVEC LES PARTIS POLITIQUES	1 396 800 000	698 400 000	32 455 135	0,0	4,6
29	ÉCONOMIE NATIONALE	8 345 744 000	4 172 872 000	160 685 533	0,1	3,9
30	FINANCES	3 952 408 000	1 976 204 000	78 184 547	0,0	4,0
31	BUDGET	0	0	0		
32	PLAN	11 033 000	5 516 500	23 736 645	0,0	430,3
37	SANTE	10 200 874 000	5 100 437 000	756 648 266	0,3	14,8
38	ENSEIGNEMENT PRIMAIRE, SECONDAIRE ET PROFESSIONNELLE (EPSP)	0	0	0		
40	ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET UNIVERSITAIRE (ESU)	30 750 000	15 375 000	34 534 310	0,0	224,6
41	RECHERCHE SCIENTIFIQUE	79 056 000	39 528 000	1 772 475	0,0	4,5
42	TRAVAUX PUBLICS ET INFRASTRUCTURES	430 069 000	215 034 500	82 936 424	0,0	38,6
44	AGRICULTURE, PÊCHE ET ÉLEVAGE	5 652 612 000	2 826 306 000	449 760 977	0,2	15,9
46	INDUSTRIE	9 029 832 000	4 514 916 000	1 138 167 997	0,4	25,2
47	COMMERCE EXTÉRIEUR	6 001 837 500	3 000 918 750	3 327 679 015	1,3	110,9
50	ÉNERGIE	1 226 337 000	613 168 500	144 433 686	0,1	23,6
51	TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	9 540 801 000	4 770 400 500	1 464 916 085	0,6	30,7
52	AUTORITÉ DE RÉGULATION DES PTT	62 320 052 901	31 160 026 451	36 751 174 901	14,4	117,9
52	POSTES, TÉLÉPHONES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS	60 189 920 000	30 094 960 000	37 948 272 800	14,9	126,1
53	COMMUNICATION ET MEDIAS	586 979 000	293 489 500	96 484 531	0,0	32,9
57	TOURISME	9 087 316 000	4 543 658 000	1 228 844 805	0,5	27,0
58	CULTURE ET ARTS	2 013 664 000	1 006 832 000	45 990 680	0,0	4,6
60	JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS	621 248 000	310 624 000	625 686 288	0,2	201,4
62	EMPLOI ET TRAVAIL	14 569 608 000	7 284 804 000	3 659 124 876	1,4	50,2
63	PRÉVOYANCE SOCIALE	9 356 490 000	4 678 245 000	0	0,0	0,0
64	AFFAIRES SOCIALES	0	0	1 017 461		
86	DIRECTION GÉNÉRALE DES MIGRATIONS (DGM)	11 123 053 000	5 561 526 500	3 693 470 630	1,5	66,4
II.	RECETTES JUDICIAIRES	15 648 088 000	7 824 044 000	3 928 964 507	1,5	50,2
34	JUSTICE ET GARDE DES SCEAUX	550 808 000	275 404 000	182 187 431	0,1	66,2
85	POLICE NATIONALE	14 920 871 000	7 460 435 500	2 000 448 760	0,8	26,8
87	COURS, TRIBUNAUX ET PARQUETS	176 409 000	88 204 500	1 746 328 317	0,7	1 979,9
III.	RECETTES DOMANIALES	289 693 385 743	144 846 692 872	95 657 456 457	37,6	66,0
43	URBANISME ET GESTION IMMOBILIÈRE	1 642 718 000	821 359 000	783 521 016	0,3	95,4
48	MINES (Secr. Gén. + CAMI)	210 752 819 743	105 376 409 872	82 850 691 298	32,5	78,6
49	HYDROCARBURE	970 157 000	485 078 500	4 604 339 831	1,8	949,2
55	AFFAIRES FONCIÈRES	25 621 346 000	12 810 673 000	2 813 428 814	1,1	22,0
56	ENVIRONNEMENT	50 706 345 000	25 353 172 500	4 605 475 497	1,8	18,2
IV.	RECETTES DE PARTICIPATIONS	8 855 339 000	4 427 669 500	6 241 212 519	2,5	141,0
74	PORTEFEUILLE (Secrétariat Général)	8 855 339 000	4 427 669 500	6 241 212 519	2,5	141,0
V.	PART DES PROVINCES	0	0	51 026 213 666	20,0	
TOTAL		565 977 985 144	282 988 992 572	254 537 038 472	100,0	89,9

Source : DGRAD, TOFE à fin juin 2014.

Les recettes non fiscales proviennent respectivement des recettes administratives (**38,4%**), des recettes judiciaires (**1,5%**), des recettes domaniales (**37,6%**), des recettes de participations (**2,5%**) et des recettes recouvrées en provinces et non ventilées (**20,0%**). Elles affichent des taux de réalisation respectivement de **77,6%**, **50,2%**, **66,0%**, **141,0%**.

L'essentiel de ces recettes proviennent des Mines (**37,8%**), PTNTIC et ARPTC (**21,2%**), de l'Environnement (**7,9%**), des Affaires foncières (**4,4%**) et des Affaires étrangères (**3,8%**), soit au total **75,1%**.

Une série de préalables s'impose pour une mobilisation accrue des recettes non fiscales, notamment :

- la revisitation des récentes ordonnances-lois ayant trait à la nomenclature des droits, taxes et redevances du pouvoir central et des provinces, lesquelles ont transféré ou omis, par mégarde, certains actes du pouvoir central en provinces et vice versa (Ordonnance-loi n°13/001 du 23 février 2013 et n°13/002 du 23 février 2013) ;
- le financement effectif des missions de sensibilisation, de suivi et de contrôle auprès des assujettis, prévues pour mobiliser les recettes ;
- l'intensification de la conciliation des chiffres entre la DGRAD et les services d'assiette pour détecter les chaînons manquants et les difficultés qui entravent la maximisation des recettes ;
- établissement d'une communication étroite entre la DGRAD et les services taxateurs notamment en matière d'ordonnancement d'office effectué par la DGRAD pour plus de transparence et d'harmonie dans les statistiques.

d) Recettes des pétroliers producteurs

A fin juin 2014, les pétroliers producteurs ont alimenté le trésor public à hauteur de **206,1 milliards de FC** contre une prévision linéaire évaluée à **205,2 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **100,4%**.

Ce niveau de recettes comprend la quote-part fiscale relevant de la Direction Générale des Impôts, évaluée à **77,9 milliards de FC** et la part des recettes non fiscales estimées à **128,2 milliards de FC** et comprenant la marge distribuable de **69,7 milliards de FC**, les royalties de **20,2 milliards de FC**, le dividende on shore de **17,4 milliards de FC** et la participation off shore de **20,9 milliards de FC**.

2.1.1.2. Recettes extérieures

A fin juin 2014, le niveau des décaissements attendu au titre des recettes de financement des investissements s'élève à **117,2 milliards de FC** contre une prévision linéaire de la période de **984,3 milliards de FC**, soit **11,9%** d'exécution. Elles ont trait aux dons projets financés par les bailleurs ci-après :

- Banque Mondiale : **43,9 milliards de FC**, essentiellement pour l'amélioration de la production agricole et animale (**8,5 milliards de FC**), le rajeunissement de l'Administration publique (**6,2 milliards de FC**), le PROMINES (**4,8 milliards de FC**) ainsi que le renforcement des compétences des Ministères des Ressources Hydrauliques et Electricité et du Portefeuille (**22,1 milliards de FC**) ;
- Banque Africaine de Développement : **38,5 milliards de FC** notamment pour la réhabilitation de la route Batshamba-Tshikapa (**9,5 milliards de FC**), le projet de réhabilitation hydroélectrique Inga-PMED/FAD (**8,6 milliards de FC**), le projet prioritaire sécurité aérienne (**5,1 milliards de FC**), le projet d'appui au développement du site Inga et de l'accès à l'électricité EDIRA (**2,9 milliards de FC**), le projet pilote REDD d'Isangi/CBFF (**1,2 milliards de FC**) et le projet d'appui à la modernisation des finances publiques (**1,1 milliard de FC**) ;
- Union Européenne : **25,4 milliards de FC** déboursés pour le projet d'entretien et de réhabilitation des infrastructures routières en RDC et l'amélioration de l'assainissement urbain (**9,8 milliards de FC**), le programme d'appui au plan national de développement sanitaire (**5,9 milliards de FC**), le projet d'appui à la stabilisation et à la reconstruction de l'Est de la RDC (**2,9 milliards de FC**), le projet d'entretien et de réhabilitation de la Route Nationale n°1 (**2,7 milliards de FC**) et le projet d'appui à la modernisation des finances publiques (**1,1 milliard de FC**) ;
- Royaume Uni : **9,3 milliards de FC** essentiellement pour le programme de pilotage de la reconstruction de l'Est TUUNGANE (**9,2 milliards de FC**).

Ce faible taux d'exécution des ressources extérieures relance la problématique du captage des statistiques, de la capacité d'absorption et des relations interministérielles en termes de point d'entrée du financement, de coordination et de communication entre services.

2.1.2. Recettes des budgets annexes

Les recettes des budgets annexes réalisées à fin juin 2014 s'élèvent à **50,3 milliards de FC** contre les assignations linéaires de **258,2 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **19,5%**. Elles concernent les recettes propres essentiellement des universités, des centres de recherche, des hôpitaux et autres qui ont fourni les données y afférentes et cela, conformément à l'option du Gouvernement d'améliorer la présentation de cette catégorie de recettes.

2.1.3. Recettes des comptes spéciaux

Les recettes des comptes spéciaux réalisées à fin juin 2014 s'élèvent à **126,9 milliards de FC** contre les prévisions linéaires de **153,9 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **82,4%**. Elles proviennent des comptes spéciaux recensés tels que le FPI, le Fonds de Promotion Culturel, etc.

2.2. EXECUTION DES DEPENSES

Les dépenses globales exécutées à fin juin 2014 se chiffrent à **2.405,3 milliards de FC** dont **2.229,0 milliards de FC** du budget général y compris remboursement de la TVA, **50,3 milliards de FC** des budgets annexes et **126,9 milliards de FC** des comptes spéciaux.

Brièvement, l'exécution à cette période s'est effectuée de la manière suivante :

- Dette publique en capital : **81,2%** d'exécution, soit **4,4%** des dépenses totales ;
- Frais financiers : **104,1%** d'exécution, soit **2,4%** des dépenses totales ;
- Dépenses de personnel : **94,6%** d'exécution, soit **31,0%** des dépenses totales ;
- Biens et matériels : **63,0%** d'exécution, soit **15,0%** des dépenses totales ;
- Transferts et Subvention : **96,7%** d'exécution, soit **24,7%** des dépenses totales ;
- Investissements : **23,9%** d'exécution, soit **14,2%** des dépenses totales ;
- Dépenses exceptionnelles : **16,7%** d'exécution, soit **1,0%** des

- Budgets Annexes **19,5%** d'exécution, soit **2,1%** des dépenses totales ;
- Comptes spéciaux **82,4%** d'exécution, soit **5,3%** des dépenses totales.

Au cours du premier semestre 2014, les dépenses du pouvoir central ont été exécutées à hauteur de **2.229,0 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **3.724,5 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **59,8%**, tel que renseigné dans le tableau synthèse ci-après.

Tableau n°4 : Exécution des dépenses par rubrique budgétaire à fin juin 2014 (en millions de FC)

Rubrique	Budget Voté 2014	Prév. Lin. (6 mois)	Struc. Prév. Lin.	Exécution ESB	Struc. Exéc. ESB	Exécution TOFE	Taux Exéc. ESB	Taux Exéc. TOFE
Bourse d'Etudes	2 500	1 250	0,0	0	0,0	0	0,0	0,0
Charges Communes	119 560	59 780	1,3	13 116	0,7	23 969	21,9	40,1
Contrepartie des Projets	68 281	34 141	0,8	15 476	0,8	17 012	45,3	49,8
Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Extérieures	37 804	18 902	0,4	0	0,0	0	0,0	0,0
Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres	826 580	413 290	9,3	1 382	0,1	23 300	0,3	5,6
Dettes Publiques	258 383	129 191	2,9	44 079	2,3	105 020	34,1	81,3
Financement des Réformes	33 400	16 700	0,4	18 525	1,0	0	110,9	0,0
Fonctionnement des Institutions	343 184	171 592	3,9	115 490	6,0	158 252	67,3	92,2
Fonctionnement des Ministères	645 751	322 876	7,3	117 319	6,1	177 969	36,3	55,1
Frais Financiers	110 685	55 343	1,2	56 235	2,9	57 760	101,6	104,4
Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	108 644	54 322	1,2	26 837	1,4	62 588	49,4	115,2
Investissements sur Ressources Extérieures	1 733 432	866 716	19,6	117 217	6,0	117 217	13,5	13,5
Investissements sur Ressources Propres	161 477	80 738	1,8	5 774	0,3	57 223	7,2	70,9
Investissements sur Transfert aux Provinces et ETD	883 376	441 688	10,0	34 783	1,8	149 084	7,9	33,8
Rémunérations	1 574 865	787 433	17,8	743 505	38,4	744 896	94,4	94,6
Rétrocession aux Régies Financières	242 432	121 216	2,7	40 924	2,1	99 659	33,8	82,2
Subventions aux Organismes Auxiliaires	51 750	25 875	0,6	5 720	0,3	13 675	22,1	52,9
Subventions aux Services Déconcentrés	7 500	3 750	0,1	1 875	0,1	1 668	50,0	44,5
Subventions aux Services Ex-BPO	27 000	13 500	0,3	9 274	0,5	8 657	68,7	64,1
Transfert aux Provinces et ETD (Fonctionnement)	212 400	106 200	2,4	82 898	4,3	100 047	78,1	94,2
Déficit BCC	0	0	0,0	0	0,0	40		
Sous Total Budget général	7 449 004	3 724 502	84,1	1 450 429	74,9	1 918 036	38,9	51,5
Budgets Annexes (DP)	516 430	258 215	5,8	50 339	2,6	50 339	19,5	19,5
Comptes Spéciaux	307 999	154 000	3,5	126 898	6,5	126 898	82,4	82,4
TVA Remboursable	585 997	-	-	310 040	16,0	310 040		
Total général	8 859 431	4 429 715	100,0	1 937 706	100,0	2 405 313	43,7	54,3

Il convient d'indiquer que l'exécution à fin juin 2014 intègre les statistiques sur les ressources extérieures provenant de la PGAI, de la Cellule du Ministère des Finances chargée du suivi de programmes et projets ainsi que des certaines unités de gestion et ministères sectoriels. Elles sont intégrées ex post dans la chaîne de la dépense.

Les statistiques des budgets annexes et des comptes spéciaux, notamment celles relatives aux dépenses propres de ces différents organismes sont également prises en compte dans l'état d'exécution pour répondre à l'idée d'exhaustivité du budget. Elles sont également intégrées ex post.

Sous réserve de la ventilation par nature du montant de **468,5 milliards de FC** signalé dans le pipeline statistique, les dépenses exécutées au premier semestre 2014 sont présentées, par rubrique et par section, dans les différents tableaux qui suivent.

Cette présentation est conforme à la pratique budgétaire qui exige que l'exécution soit présentée dans la même forme que le Budget.

Ainsi, les états de suivi budgétaire à fin juin 2014 se chiffrent **1.450,4 milliards de FC**, dont **1.333,2 milliards de FC** des dépenses internes et **117,2 milliards de FC** financées sur ressources extérieures.

Au premier semestre, la comptabilité par étape d'exécution de la dépense publique se présente comme suit :

- **Engagement** : **1.737,9 milliards de FC**, soit **46,7%** de la prévision linéaire de la période estimée à **3.724,5 milliards FC** ;
- **Liquidation** : **1.733,7 milliards de FC**, soit **99,8%** des engagements ;
- **Ordonnancement** : **1.678,1 milliards de FC**, soit **96,8%** des liquidations ;
- **Paiement** : **1.450,4 milliards de FC**, soit **86,4%** des ordonnancements.

L'exécution des dépenses globales par rubrique se présente de la manière ci-après.

2.2.1. Dette publique en capital et frais financiers

A fin juin 2014, le paiement du principal de la dette publique en capital et des frais financiers a été effectué à hauteur de **100,3 milliards de FC** sur une prévision de la période de **184,5 milliards de FC**, ce qui dégage un taux d'exécution de **54,4%**.

De manière globale, le remboursement d'un montant de **7,4 milliards de FC** a été effectué au titre de principal de la dette intérieure, tant en faveur des fournisseurs de biens et prestations (**5,6 milliards de FC**) que dans le cadre du remboursement des arriérés sur les dépenses de personnel, de loyers et sur condamnations judiciaires et indemnités (**1,5 milliard de FC**).

Concernant la dette extérieure, un montant de 36,7 milliards de FC a été débloqué en faveur des créanciers du Club de Paris (**26,3 milliards de FC**), du Club de Kinshasa (**6,5 milliards de FC**) et de la dette multilatérale (**3,8 milliards de FC**).

Par ailleurs, un montant de l'ordre de **56,2 milliards de FC** a été payé au titre de frais financiers contre une prévision linéaire de **55,3 milliards de FC**, soit **101,6%** d'exécution.

2.2.2. Rémunérations

Les rémunérations payées à fin juin 2014 sont à hauteur de **743,5 milliards de FC** sur une prévision linéaire située à **787,4 milliards de FC** dont **234,1 milliards de FC** affectés aux provinces et ETD, soit un taux global d'exécution de **94,4%** et une moyenne de la période de **131,2 milliards de FC**.

L'essentiel de ces rémunérations est centré sur l'EPSP (**26,6%**), la Défense Nationale (**12%**), l'ESU (**9,8%**), la Santé (**8,9%**) et la Police Nationale (**6,4%**), soit au total **63,7%**.

Dans ce domaine, le Gouvernement poursuit l'opération de bancarisation de la paie des agents et fonctionnaires de l'Etat en vue de la maîtrise des effectifs et de la masse salariale, un des préalables à la mise en place d'une véritable politique salariale.

Le tableau n°4.1 ci-après donne la situation globale par section des rémunérations payées à fin juin 2014.

Tableau n° 4.1 Dépenses de rémunérations par section (en millions de FC).

code	Administration	Budget Voté	Prév. Lin. (6 mois)	Struc. Prév. Lin.	Exéc.	Struc. Exéc.	Taux Exéc.
10	Présidence de la république	27 186	13 593	1,7	14 589	2,0	107,3
11	Prématrice	12 866	6 433	0,8	6 437	0,9	100,1
12	Service national	2 456	1 228	0,2	1 134	0,2	92,3
15	Chancellerie des ordres nationaux	721	360	0,0	331	0,0	91,9
18	Assemblée nationale	51 921	25 960	3,3	25 960	3,5	100,0
19	Sénat	17 740	8 870	1,1	9 230	1,2	104,1
20	Pouvoir judiciaire	39 504	19 752	2,5	20 063	2,7	101,6
21	Secrétariat général du gouvernement	22 571	11 286	1,4	11 719	1,6	103,8
22	Affaires étrangères	13 217	6 608	0,8	6 330	0,9	95,8
23	Coopération internationale	1 941	970	0,1	572	0,1	59,0
24	Décentralisation et affaires coutumières	152	76	0,0	76	0,0	100,0
25	Intérieur et sécurité	25 649	12 824	1,6	14 499	2,0	113,1
27	Défense nationale	183 251	91 625	11,6	88 994	12,0	97,1
28	Anciens combattants	161	80	0,0	95	0,0	118,8
29	Économie nationale	2 641	1 321	0,2	1 144	0,2	86,7
30	Finances	47 591	23 796	3,0	19 961	2,7	83,9
31	Budget	29 348	14 674	1,9	14 229	1,9	97,0
32	Plan et suivi de la mise en œuvre de la révolution de la modernité	7 736	3 868	0,5	2 771	0,4	71,6
33	Reconstruction	223	111	0,0	89	0,0	80,3
34	Justice	5 940	2 970	0,4	2 578	0,3	86,8
35	Reformes institutionnelles / administration	81	41	0,0	33	0,0	80,4
36	Relations avec le parlement	479	240	0,0	262	0,0	109,3
37	Santé publique	150 279	75 140	9,5	66 451	8,9	88,4
38	Enseignement primaire, secondaire et professionnel	424 429	212 214	27,0	197 906	26,6	93,3
39	Commission nationale pour l'unesco / administration	240	120	0,0	115	0,0	96,1
40	Enseignement supérieur et universitaire	160 496	80 248	10,2	72 997	9,8	91,0
41	Recherche scientifique	19 692	9 846	1,3	9 394	1,3	95,4
42	Infrastructures et travaux publics	36 764	18 382	2,3	16 273	2,2	88,5
43	Urbanisme et habitat	1 985	992	0,1	857	0,1	86,4
44	Agriculture	20 182	10 091	1,3	9 228	1,2	91,4
45	Développement rural	7 318	3 659	0,5	3 265	0,4	89,2
46	Industrie	2 283	1 141	0,1	1 040	0,1	91,1
47	Commerce extérieur	2 304	1 152	0,1	972	0,1	84,4
48	Mines	2 657	1 329	0,2	1 212	0,2	91,2
49	Hydrocarbures	231	115	0,0	96	0,0	83,0
50	Ressources hydrauliques & électricité (énergie)	2 769	1 384	0,2	1 357	0,2	98,1
51	Transports et voies de communication	6 725	3 362	0,4	2 786	0,4	82,9
52	Postes, télécommunication et ntic	1 058	529	0,1	445	0,1	84,1
53	Communication et médias	14 390	7 195	0,9	6 925	0,9	96,2
54	Droits humains	465	233	0,0	206	0,0	88,6
55	Affaires foncières	3 152	1 576	0,2	1 308	0,2	83,0
56	Environnement et conservation de la nature	8 511	4 255	0,5	3 466	0,5	81,5
57	Tourisme	3 154	1 577	0,2	1 428	0,2	90,6
58	Culture et arts	3 851	1 925	0,2	1 829	0,2	95,0
59	Jeunesse	4 141	2 070	0,3	1 876	0,3	90,6
60	Sports / administration	1 891	946	0,1	999	0,1	105,6
61	Fonction publique	20 369	10 185	1,3	14 695	2,0	144,3
62	Emploi et travail	7 677	3 838	0,5	2 828	0,4	73,7
63	Prévoyance sociale / administration	1 956	978	0,1	660	0,1	67,4
64	Affaires sociales	22 380	11 190	1,4	10 318	1,4	92,2
65	Genre, femme et enfant	2 649	1 325	0,2	1 255	0,2	94,7
66	Administration de l'assemblée nationale	335	168	0,0	134	0,0	79,7
67	Administration du sénat	342	171	0,0	133	0,0	78,1
69	Coopération régionale	469	235	0,0	182	0,0	77,7
70	Actions humanitaires et solidarité nat	252	126	0,0	74	0,0	58,5
74	Portefeuille	3 800	1 900	0,2	1 446	0,2	76,1
76	Cour des comptes	1 779	889	0,1	1 016	0,1	114,2
77	Ceni	186	93	0,0	1 023	0,1	1101,3
80	Csac	2 964	1 482	0,2	1 725	0,2	116,4
82	Délégation générale a la francophonie	498	249	0,0	49	0,0	19,8
83	Délégation à la monusco	163	81	0,0	77	0,0	94,9
84	Police nationale	101 737	50 869	6,5	47 925	6,4	94,2
85	Direction générale de migration	10 945	5 472	0,7	5 099	0,7	93,2
86	Agence nationale des rens. (anr)	14 686	7 343	0,9	6 994	0,9	95,2
87	Inspection générale des finances (igf)	4 940	2 470	0,3	2 465	0,3	99,8
90	Petites et moyennes entreprises (pme)	1 817	909	0,1	895	0,1	98,5
91	Inspection générale de l'epsp	863	431	0,1	431	0,1	100,0
92	Inspection générale d'audit de la pnc	956	478	0,1	478	0,1	100,0
95	Agence nationale pour la promotion des investissements (anapi)	150	75	0,0	73	0,0	97,7
96	Inspection générale du travail	612	306	0,0	0	0,0	0,0
Total rémunérations		1 574 865	787 433	100,0	743 505	100,0	94,4

2.2.3. Dépenses de biens, matériels et prestations

Pendant la période sous revue, les dépenses de biens, matériels et prestations comprenant le fonctionnement courant des institutions et des ministères, les services déconcentrés ainsi que les charges communes se sont chiffrées globalement à **247,8 milliards de FC** contre une prévision de la période de l'ordre de **557,9 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **44,4%**.

L'exécution des dépenses des institutions et des ministères par section s'est effectuée à raison de **115,5%** et **117,3%** respectivement.

Le tableau n°4.2 qui suit retrace la situation des dépenses des biens, matériels et prestations par section effectuées au cours du premier semestre 2014.

Tableau n° 4.2. Dépenses de biens, matériels et prestations (en millions de FC)

Code	Administration	Budget Voté	Prév. Lin. (6 mois)	Struc. Prév. Lin.	Exécution	Struc. Exéc.	Taux Exéc.
10	Présidence de la République	60 903	30 452	5,5	33 070	13,3	108,6
11	Primature	12 631	6 315	1,1	15 387	6,2	243,6
12	Service national	1 288	644	0,1	173	0,1	26,9
13	Vice primature chargée du budget	2 147	1 074	0,2	862	0,3	80,3
14	Vice primature chargée de la défense	2 147	1 074	0,2	608	0,2	56,6
15	Chancellerie des ordres nationaux	1 000	500	0,1	179	0,1	35,9
18	Assemblée nationale	108 375	54 188	9,7	34 698	14,0	64,0
19	Sénat	29 955	14 977	2,7	15 355	6,2	102,5
20	Pouvoir judiciaire	75 249	37 625	6,7	8 205	3,3	21,8
21	Secrétariat général du Gouvernement	2 215	1 108	0,2	2 645	1,1	238,9
76	Cour des comptes	2 383	1 192	0,2	680	0,3	57,1
77	CENI	20 910	10 455	1,9	0	0,0	0,0
80	CSAC	1 074	537	0,1	302	0,1	56,2
82	Délégation générale à la francophonie	2 000	1 000	0,2	75	0,0	7,5
83	Délégation à la MONUSCO	200	100	0,0	21	0,0	21,4
86	ANR	15 657	7 828	1,4	2 817	1,1	36,0
87	Inspection générale des finances (igf)	4 517	2 259	0,4	366	0,1	16,2
93	Opposition politique	532	266	0,0	46	0,0	17,2
	Total Fonctionnement des Institutions	343 184	171 592	30,8	115 490	46,6	67,3
22	Affaires étrangères	23 000	11 500	2,1	7 391	3,0	64,3
23	Coopération internationale	11 500	5 750	1,0	3 946	1,6	68,6
24	Décentralisation et affaires coutumières	3 700	1 850	0,3	82	0,0	4,5
25	Intérieur et sécurité	30 972	15 486	2,8	3 832	1,5	24,7
26	Relations avec les partis politiques / adm	350	175	0,0	17	0,0	9,5
27	Défense nationale	212 470	106 235	19,0	28 900	11,7	27,2
28	Anciens combattants	800	400	0,1	11	0,0	2,7
29	Économie nationale	3 050	1 525	0,3	233	0,1	15,3
30	Finances	21 000	10 500	1,9	22 216	9,0	211,6
31	Budget	23 515	11 757	2,1	12 047	4,9	102,5
32	Plan et suivi de la mise en œuvre de la révolution de la modernité	5 841	2 921	0,5	538	0,2	18,4
33	Reconstruction	250	125	0,0	1	0,0	0,9
34	Justice	21 750	10 875	1,9	4 685	1,9	43,1
35	Reformes institutionnelles / adm	300	150	0,0	4	0,0	2,7
36	Relations avec le parlement	1 387	694	0,1	23	0,0	3,3
37	Santé publique	30 000	15 000	2,7	2 925	1,2	19,5
38	Enseignement primaire, secondaire et professionnel	80 500	40 250	7,2	3 369	1,4	8,4
39	Comm. nationale pour l'Unesco / adm	600	300	0,1	19	0,0	6,2
40	Enseignement supérieur et universitaire	5 200	2 600	0,5	538	0,2	20,7
41	Recherche scientifique	2 000	1 000	0,2	82	0,0	8,2
42	Infrastructures et travaux publics	3 708	1 854	0,3	212	0,1	11,5
43	Urbanisme et habitat	4 500	2 250	0,4	29	0,0	1,3
44	Agriculture	10 850	5 425	1,0	964	0,4	17,8
45	Développement rural	6 400	3 200	0,6	185	0,1	5,8
46	Industrie	1 300	650	0,1	332	0,1	51,0
47	Commerce extérieur	750	375	0,1	7	0,0	2,0
48	Mines	5 686	2 843	0,5	271	0,1	9,5
49	Hydrocarbures	2 600	1 300	0,2	590	0,2	45,4
50	Ressources hydrauliques & électricité (énergie)	1 450	725	0,1	373	0,2	51,4
51	Transports et voies de communication	3 500	1 750	0,3	281	0,1	16,1
52	Postes, télécommunication et NTIC	2 700	1 350	0,2	453	0,2	33,6
53	Communication et médias	2 377	1 188	0,2	759	0,3	63,9
54	Droits humains	1 300	650	0,1	16	0,0	2,4

55	Affaires foncières	1 450	725	0,1	392	0,2	54,1
56	Environnement et conservation de la nature	4 700	2 350	0,4	334	0,1	14,2
57	Tourisme	600	300	0,1	9	0,0	3,0
58	Culture et arts	2 180	1 090	0,2	362	0,1	33,2
59	Jeunesse	586	293	0,1	174	0,1	59,2
60	Sports / administration	11 323	5 662	1,0	8 592	3,5	151,8
61	Fonction publique	6 976	3 488	0,6	327	0,1	9,4
62	Emploi et travail	2 786	1 393	0,2	628	0,3	45,1
63	Prévoyance sociale / administration	500	250	0,0	87	0,0	34,6
64	Affaires sociales	2 500	1 250	0,2	260	0,1	20,8
65	Genre, femme et enfant	2 100	1 050	0,2	299	0,1	28,4
66	Administration de l'Assemblée nationale	2 850	1 425	0,3	354	0,1	24,9
67	Administration du Sénat	1 630	815	0,1	335	0,1	41,1
69	Coopération régionale	350	175	0,0	68	0,0	39,0
70	Actions humanitaires et solidarité nationale	1 800	900	0,2	160	0,1	17,8
74	Portefeuille	1 860	930	0,2	92	0,0	9,9
84	Police nationale	54 500	27 250	4,9	6 156	2,5	22,6
85	Direction générale de migration	10 800	5 400	1,0	1 758	0,7	32,6
90	Petites et moyennes entreprises (pme)	1 955	978	0,2	41	0,0	4,2
91	Inspection générale de l'enseignement primaire, secondaire et professionnel	3 900	1 950	0,3	538	0,2	27,6
92	Inspection générale d'audit de la police nationale	2 600	1 300	0,2	913	0,4	70,2
95	Agence nationale pour la promotion des investissements (anapi)	1 500	750	0,1	35	0,0	4,7
96	Inspection générale du travail	1 000	500	0,1	73	0,0	14,6
Total Fonctionnement des Ministères		645 751	322 876	57,9	117 319	47,3	36,3
25	Intérieur et sécurité	7 500	3 750	0,7	1 875	0,8	50,0
Total Subventions aux Services Déconcentrés		7 500	3 750	0,7	1 875	0,8	50,0
9	Charges Communes	119 560	59 780	10,7	13 116	5,3	21,9
TOTAL GÉNÉRAL		1 115 996	557 998	100,0	247 800	100,0	44,4

2.2.4. Subventions et transferts

A fin juin 2014, les charges liées aux subventions et transferts de l'Etat au titre de rétrocession aux régies financières, de fonctionnement des provinces et ETD, d'interventions économiques, sociales, culturelles et scientifiques ainsi que d'organismes auxiliaires et de services ex-BPO se sont chiffrés à **165,7 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **321,1 milliards de FC**, dégageant un taux d'exécution de **51,6%** (cf. tableau n° 4.4). Elles ont été exécutées de la manière suivante :

- Rétrocession aux Régies financières : **40,9 milliards de FC** contre **121,2 milliards de FC** de prévision linéaire, soit **33,8%** d'exécution ;
- Subventions aux organismes auxiliaires : **5,7 milliards de FC** contre **25,9 milliards de FC** de prévision linéaire, soit **22,1%** d'exécution ;
- Services ex-BPO : **9,3 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **13,5 milliards de FC**, soit **68,7 %** d'exécution ;
- Transfert aux provinces au titre de fonctionnement : **82,9 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **106,2 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **78,1%**.
- Interventions économiques : **26,8 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **54,3 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **49,4%**.

Tableau n° 4.4 : Subventions et transferts (par section)

Code	Administration	Budget Voté	Prév. Lin. (6 mois)	Struc. Prév. Lin.	Exécution	Struc. Exéc.	Taux Exéc.
Subventions aux Organismes Auxiliaires							
10	Présidence de la République	2 300	1 150	0,4	572	0,3	49,7
24	Décentralisation et affaires coutumières	296	148	0,0	0	0,0	0,0
25	Intérieur et sécurité	637	319	0,1	285	0,2	89,6
30	Finances	728	364	0,1	26	0,0	7,1
31	Budget	1 000	500	0,2	0	0,0	0,0
32	Plan et suivi de la mise en œuvre de la révolution de la modernité	1 300	650	0,2	1 987	1,2	305,7
34	Justice	213	106	0,0	0	0,0	0,0
37	Santé publique	5 369	2 685	0,8	309	0,2	11,5
40	Enseignement supérieur et universitaire	3 400	1 700	0,5	248	0,1	14,6
41	Recherche scientifique	4 883	2 442	0,8	476	0,3	19,5
42	Infrastructures et travaux publics	10 023	5 011	1,6	328	0,2	6,6
44	Agriculture	1 000	500	0,2	52	0,0	10,3
45	Développement rural	7 000	3 500	1,1	207	0,1	5,9
46	Industrie	423	212	0,1	109	0,1	51,6
51	Transports et voies de communication	1 401	700	0,2	12	0,0	1,7
52	Postes, télécommunication et nouvelles technologies de l'information et de la communication	509	254	0,1	14	0,0	5,5
53	Communication et médias	656	328	0,1	85	0,1	25,8
55	Affaires foncières	1 089	544	0,2	337	0,2	61,9
56	Environnement et conservation de la nature	1 490	745	0,2	0	0,0	0,0
57	Tourisme	200	100	0,0	38	0,0	37,6
58	Culture et arts	974	487	0,2	53	0,0	10,9
59	Jeunesse	117	58	0,0	0	0,0	0,0
60	Sports / administration	319	159	0,0	0	0,0	0,0
61	Fonction publique	257	128	0,0	137	0,1	106,5
62	Emploi et travail	1 388	694	0,2	157	0,1	22,6
63	Prévoyance sociale / administration	1 040	520	0,2	92	0,1	17,8
64	Affaires sociales	2 939	1 470	0,5	18	0,0	1,2
65	Genre, femme et enfant	588	294	0,1	159	0,1	54,2
74	Portefeuille	106	53	0,0	9	0,0	16,7
90	Petites et moyennes entreprises (pme)	106	53	0,0	9	0,0	16,6
Total Subventions aux Organismes Auxiliaires		51 750	25 875	8,1	5 720	3,5	22,1
Subventions aux Services Ex-BPO							
10	Présidence de la République	3 384	1 692	0,5	1 011	0,6	59,7
37	Santé publique	1 973	987	0,3	507	0,3	51,4
48	Mines	10 740	5 370	1,7	4 673	2,8	87,0
50	Ressources hydrauliques & électricité (énergie)	736	368	0,1	297	0,2	80,7
51	Transports et voies de communication	1 765	883	0,3	738	0,4	83,6
52	Postes, télécommunication et nouvelles technologies de l'information et de la communication.	1 777	889	0,3	523	0,3	58,8
53	Communication et médias	880	440	0,1	290	0,2	65,8
56	Environnement et conservation de la nature	2 079	1 040	0,3	301	0,2	29,0
57	Tourisme	2 908	1 454	0,5	853	0,5	58,7
58	Culture et arts	758	379	0,1	82	0,0	21,6
Total Subventions aux Services Ex-BPO		27 000	13 500	4,2	9 274	5,6	68,7
Rétrocession aux Régies Financières							
30011	Direction Générale des Impôts (DGI)	87 258	43 629	13,6	15 840	9,6	36,3
30012	Direction Générale des Recettes Administratives et Domaniales (DGRAD)	47 048	23 524	7,3	14 200	8,6	60,4
30013	Direction Générale des Douanes et Accises (DGDA)	108 126	54 063	16,8	10 885	6,6	20,1
Total Rétrocession aux Régies Financières		242 432	121 216	37,7	40 924	24,7	33,8
Interventions Economiques							
10	Présidence de la République	1 572	786	0,2	519	0,3	66,0
12	service national	500	250	0,1	25	0,0	10,0
18	Assemblée nationale	2 000	1 000	0,3	19	0,0	1,9
22	Affaires Etrangères	700	350	0,1	0	0,0	0,0
24	Décentralisation et Affaires Coutumières	106	53	0,0	0	0,0	0,0
25	interieur et securite	1 863	931	0,3	253	0,2	27,2
27	defense nationale	10 000	5 000	1,6	356	0,2	7,1
30	finances	7 404	3 702	1,2	0	0,0	0,0
31	budget	1 000	500	0,2	31	0,0	6,2
32	plan et suivi de la mise en œuvre de la revolution de la modernite	7 900	3 950	1,2	149	0,1	3,8
34	justice	253	126	0,0	0	0,0	0,0
37	sante publique	7 784	3 892	1,2	342	0,2	8,8
39	commission nationale pour l'unesco / administration	1 000	500	0,2	0	0,0	0,0
40	enseignement superieur et universitaire	3 527	1 763	0,5	98	0,1	5,6
41	recherche scientifique	4 388	2 194	0,7	263	0,2	12,0
42	infrastructures et travaux publics	14 721	7 361	2,3	153	0,1	2,1

Tableau n° 4.4 : Subventions et transferts (par section) (suite & fin)

Code	Administration	Budget Voté	Prév. Lin. (6 mois)	Struc. Prév. Lin.	Exécution	Struc. Exéc.	Taux Exéc.
44	AGRICULTURE	1 149	575	0,2	12 084	7,3	2103,3
45	DÉVELOPPEMENT RURAL	5 193	2 596	0,8	81	0,0	3,1
46	INDUSTRIE	500	250	0,1	30	0,0	12,0
47	COMMERCE EXTÉRIEUR	170	85	0,0	0	0,0	0,0
48	MINES	2 500	1 250	0,4	0	0,0	0,0
51	TRANSPORTS ET VOIES DE COMMUNICATION	6 566	3 283	1,0	7 795	4,7	237,4
52	POSTES, TELECOMM. ET NVELLES TECHNO. DE L'INFORM. ET DE LA COMM.	569	284	0,1	231	0,1	81,3
53	COMMUNICATION ET MÉDIAS	617	308	0,1	203	0,1	66,0
55	AFFAIRES FONCIERES	500	250	0,1	202	0,1	80,8
56	ENVIRONNEMENT ET CONSERVATION DE LA NATURE	945	473	0,1	34	0,0	7,2
58	CULTURE ET ARTS	1 649	824	0,3	140	0,1	16,9
59	JEUNESSE	495	247	0,1	59	0,0	23,9
60	SPORTS / ADMINISTRATION	1 577	788	0,2	1 213	0,7	153,8
61	FONCTION PUBLIQUE	800	400	0,1	0	0,0	0,0
62	EMPLOI ET TRAVAIL	1 298	649	0,2	388	0,2	59,9
63	PRÉVOYANCE SOCIALE / ADMINISTRATION	897	448	0,1	16	0,0	3,6
64	AFFAIRES SOCIALES	2 640	1 320	0,4	56	0,0	4,3
65	GENRE, FEMME ET ENFANT	2 440	1 220	0,4	839	0,5	68,8
70	ACTIONS HUMANITAIRES ET SOLIDARITÉ NATIONALE	500	250	0,1	1 040	0,6	416,0
74	PORTEFEUILLE	2 311	1 155	0,4	64	0,0	5,5
77	COMMISSION ELECTORALE NATIONALE INDEPENDANTE (CENI)	6 259	3 129	1,0	102	0,1	3,3
80	CONSEIL SUPERIEUR DE L'AUDIOVISUEL ET DE LA COMMUNICATION (CSAC)	688	344	0,1	14	0,0	4,0
84	POLICE NATIONALE	300	150	0,0	0	0,0	0,0
85	DIRECTION GÉNÉRALE DE MIGRATION	1 000	500	0,2	0	0,0	0,0
87	INSPECTION GENERALE DES FINANCES (IGF)	159	80	0,0	0	0,0	0,0
90	PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PME)	1 324	662	0,2	0	0,0	0,0
95	AGENCE NATIONALE POUR LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS (ANAPI)	184	92	0,0	0	0,0	0,0
96	INSPECTION GENERALE DU TRAVAIL	700	350	0,1	36	0,0	10,4
Total Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques		108 644	54 322	16,9	26 837	16,2	49,4
Fonctionnement des Provinces et ETD							
01	KINSHASA	23 000	11 500	3,6	8 349	5,0	72,6
02	BAS-CONGO	20 000	10 000	3,1	8 298	5,0	83,0
03	BANDUNDU	18 000	9 000	2,8	5 663	3,4	62,9
04	EQUATEUR	16 000	8 000	2,5	7 685	4,6	96,1
05	PROVINCE ORIENTALE	18 000	9 000	2,8	8 051	4,9	89,5
06	NORD-KIVU	17 000	8 500	2,6	5 988	3,6	70,4
07	MANIEMA	12 900	6 450	2,0	5 457	3,3	84,6
08	SUD-KIVU	18 000	9 000	2,8	6 614	4,0	73,5
09	KATANGA	35 000	17 500	5,4	14 290	8,6	81,7
10	KASAÏ-OCCIDENTAL	17 500	8 750	2,7	5 450	3,3	62,3
11	KASAÏ-ORIENTAL	17 000	8 500	2,6	7 053	4,3	83,0
Total Transfert aux Provinces et ETD (Fonctionnement)		212 400	106 200	33,1	82 898	50,0	78,1
Total général		642 226	321 113	100,0	165 653	100,0	51,6

Source : ESB/DPSB à fin juin 2014 sur base des données conciliées TOFE/DTO – Avis de débits/CII

2.2.5. Investissement

Le montant global de l'investissement à fin juin 2014 se chiffre à **173,2 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **1.423,3 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **12,2%**.

Tableau n°4.6 : Contrepartie des projets

Code	Administration	Budget Voté	Prév. Lin. (6 mois)	Struc. Prév. Lin.	Exécution	Struc. Exéc.	Taux Exéc.	
23	COOPÉRATION INTERNATIONALE	Contre partie / Equipement divers / Don Belgique	1 000	500	1,5	-	0,0	0,0
30	FINANCES	Contrepartie / Construction Guichet Unique à Goma, Beni et Bukavu	2 809	1 405	4,1	-	0,0	0,0
32	PLAN ET SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA REVOLUTION DE LA MODERNITE	Contrepartie / Organisation 2ème Recensement Général de la Population et de l'habitat (RGP) /DPRH / UNFPA	7 500	3 750	11,0	1 505	9,7	40,1
37	SANTÉ PUBLIQUE	Contrepartie / SIDA fond mondial	1 500	750	2,2	456	2,9	60,7
		Contrepartie / Tuberculose	2 000	1 000	2,9	4 067	26,3	406,7
		Contrepartie / Vaccination Fond GAVI	2 000	1 000	2,9	608	3,9	60,8
		Contrepartie / Paludisme	1 500	750	2,2	-	0,0	0,0

		Contrepatrie / SG Santé Activité de PEV Systématique	1 000	500	1,5	-	0,0	0,0
38	EPSP	Contrepatrie / Contrat d'Etudes	2 000	1 000	2,9	-	0,0	0,0
39	COMMISSION NATIONALE POUR L'UNESCO / ADMINISTRATION	Contre partie /Projet élaboration du programme national des cours d'éducation à la vie	1 933	966	2,8	19	0,1	2,0
41	RECHERCHE SCIENTIFIQUE	Contrepatrie / Observation des mouvements des volcans	129	64	0,2	-	0,0	0,0
43	URBANISME ET HABITAT	Contrepatrie / Elaboration des textes légaux et réglementaires produits (UAAT)	500	250	0,7	-	0,0	0,0
		Contrepatrie / Définition de la politique nationale de l'AT (UAAT)	500	250	0,7	-	0,0	0,0
		Contrepatrie / Elaboration d'un schéma national d'Aménagement du Territoire (UAAT)	500	250	0,7	-	0,0	0,0
44	AGRICULTURE	Contrepatrie / Projet d'appui aux Groupements d'élèves / Senivel	251	125	0,4	-	0,0	0,0
		Contrepatrie / Programme d'Appui au Contrôle des Epizooties (PACE)	300	150	0,4	-	0,0	0,0
		Contrepatrie / Programme d'Appui aux pôles d'Approvisionnement de Kinshasa	518	259	0,8	-	0,0	0,0
		Contrepatrie / Projet d'appui à la réhabilitation et à la relance du secteur agricole et rur. dans les Prov. Bandundu, Bas-Cong	400	200	0,6	-	0,0	0,0
		Contrepatrie / Programme de Réhabilitation de l'Agriculture dans la Province Orientale(PRAPO)	300	150	0,4	-	0,0	0,0
		Contrepatrie / Programme de Relance Agricole dans la Province de l'Equateur(PRAPE)	200	100	0,3	-	0,0	0,0
		Contrepatrie / Projet de Relance Production Semences / SENASEM	300	150	0,4	-	0,0	0,0
		Contrepatrie / Appui à la Formation des Ingenieurs et Techniciens en Ress. Renouv.	300	150	0,4	-	0,0	0,0
		Contrepatrie / Appui à la Gestion Intégrée et Aménagement Regional du Lac Tanganika	250	125	0,4	-	0,0	0,0
		Contrepatrie / Appui à l'amélioration de la production vivrière	300	150	0,4	-	0,0	0,0
		Contrepatrie/ Programme de Relance Agricole dans la Province Orientale (PRAPO)	300	150	0,4	-	0,0	0,0
		Contrepatrie / Programme de Relance Agricole dans la Province de l'Equateur (PRAPE)	300	150	0,4	7 717	49,9	5144,5
		Contrepatrie / Projet d'appui à la Relance et à la Réhab.du secteur Agricole PARRSA	581	290	0,9	-	0,0	0,0
		Contrepatrie / Etude du Secteur Agricole	200	100	0,3	-	0,0	0,0

Tableau n°4.6 : Contrepartie des projets (Suite et fin)

Code	Administration	Budget Voté	Prév. Lin. (6 mois)	Struc. Prév. Lin.	Exécution	Struc. Exéc.	Taux Exéc.	
45	DÉVELOPPEMENT RURAL	Contrepartie / Appui à la Modernisation des Villages	500	250	0,7	-	0,0	
46	INDUSTRIE	Contrepartie / Opérationnalisation de la Cimenterie CIPOR	1 500	750	2,2	186	24,8	
47	COMMERCE EXTÉRIEUR	Contrepartie / Construction Guichet Unique Intégral	500	250	0,7	-	0,0	
50	RESSOURCES HYDRAULIQUES & ELECTRICITE (ÉNERGIE)	Contrepartie / Réhabilitation réseau transport ouest et courant alternatif pour alimentation première ligne	106	53	0,2	-	0,0	
		Contrepartie / Etude pour la construction d'une usine de 510000 m3/Jour, d'un réservoir de 1500000 m3 et l'extension du réseau	1 551	775	2,3	-	0,0	
		Contrepartie / Regideso / Réhabilitation et extension du Système AEP	1 551	775	2,3	-	0,0	
		Contrepartie / Construction Centrale Hydro-Electrique de KAKOBOLA/Bandundu	372	186	0,5	512	3,3	275,2
		Contrepartie / Electrification du Monde Rural	368	184	0,5	-	0,0	0,0
		Contrepartie / Etudes sur l'électrification par pico centrale hydro électrique de 200Kwa (60 Villages)	322	161	0,5	-	0,0	0,0
		Contrepartie / Electrification de Gombematadi, Nkamba, Luozi	259	129	0,4	-	0,0	0,0
		Contrepartie / Réhabilitation du barrage de la Tshopo à Kisangani	187	94	0,3	-	0,0	0,0
		Contrepartie / Microcentrale hydroélectrique Bwama / Rutshuru / Nord-Kivu	284	142	0,4	-	0,0	0,0
		Contrepartie / SNEL Construction de la centrale hydroélectrique de KATENDE (Kasaï-Occidental)	637	319	0,9	50	0,3	15,7
		Contrepartie/Construction de la Centrale Hydroélectrique de KIPUSHI	475	238	0,7	-	0,0	0,0
		Contrepartie / Electrification transformatoire de Zongo, Mole, Libenge et ses Environnements RDC	222	111	0,3	-	0,0	0,0
		Contrepartie / SNEL Développement du site d'Inga par la construction d'Inga	71	36	0,1	-	0,0	0,0
		Contrepartie / Fourniture d'une turbine Francis pour le groupe de la Centrale Inga 2B	88	44	0,1	-	0,0	0,0
51	TRANSPORTS ET VOIES DE COMMUNICATION	Contrepartie / Projet transport Multimodal	25 000	12 500	36,6	-	0,0	
56	ENVIRONNEMENT ET CONSERVATION DE LA NATURE	Contrepartie / Autres soins de protection de l'Environnement / crédit IDA	1 691	845	2,5	-	0,0	
64	AFFAIRES SOCIALES	Contrepartie/ équipements divers (FN PSS)	1 666	833	2,4	-	0,0	
		Contre partie /Equipement divers (ONEM)	563	282	0,8	-	0,0	
65	GENRE, FEMME ET ENFANT	Contrepartie / Equipements divers	1 000	500	1,5	357	2,3	
Total Contrepartie des Projets			68 281	34 141	100,0	15 476	100,0	

Tableau n°4.7 : Investissements sur ressources propres

Code	Administration	Nom Projet	Budget Voté	Prév. Lin. (6 mois)	Struc. Prév. Lin.	Exécution	Struc. Exéc.	Taux Exéc.
10	PRÉSIDENTE DE LA REPUBLIQUE	Projet / Achat des véhicules terrestres	830	415	0,5	110	1,9	26,4
		Projet / Ramassage et transformation des produits Agricoles dans la Province de Bandundu et Bas- Congo	207	104	0,1	175	3,0	169,2
	Total PRÉSIDENTE DE LA REPUBLIQUE		1 038	519	0,6	285	4,9	54,9
15	CHANCELLERIE DES ORDRES NATIONAUX	Projet / Acquisition des véhicules terrestres	605	303	0,4	56	1,0	18,3
	Total CHANCELLERIE DES ORDRES NATIONAUX		605	303	0,4	56	1,0	18,3
20	POUVOIR JUDICIAIRE	Projet / Acquisition d'Equipements de Bureau	1 350	675	0,8	28	0,5	4,2
	Total POUVOIR JUDICIAIRE		1 350	675	0,8	28	0,5	4,2
25	INTÉRIEUR ET SÉCURITÉ	projet / Acquisition de Charoi automobile	345	173	0,2	2 290	39,7	1327,7
	Total INTÉRIEUR ET SÉCURITÉ		345	173	0,2	2 290	39,7	1327,7
27	DÉFENSE NATIONALE	Projet/ Acquisition d'équipements de construction pr le sce de génie militaire FARDC	592	296	0,4	69	1,2	23,4
		Projet / Réhabilitation de bâtiment administratif de la 3ème zone de défense à KISANGANI	397	198	0,2	120	2,1	60,6
	Total DÉFENSE NATIONALE		988	494	0,6	189	3,3	38,3
31	BUDGET	Projet /Acquisition équipements informatiques	194	97	0,1	15	0,3	15,5
		Projet / Construction d'un Bâtiment pour la CII	809	404	0,5	373	6,5	92,4
	Total BUDGET		1 003	501	0,6	388	6,7	77,5
32	PLAN ET SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA REVOLUTION DE LA MODERNITE	Projet / Accompagnement du Min.Plan ds l'élaboration de sa politique sectorielle/DEME	200	100	0,1	92	1,6	92,4
		Projet / Harmonisation des projets d'investissement pouv.central et province	150	75	0,1	18	0,3	23,6
	Total PLAN ET SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA REVOLUTION DE LA MODERNITE		350	175	0,2	110	1,9	62,9
42	INFRASTRUCTURES ET TRAVAUX PUBLICS	Projet / Reconstruction de l'Est de la République Démocratique du Congo	2 000	1 000	1,2	459	8,0	45,9
	Total INFRASTRUCTURES ET TRAVAUX PUBLICS		2 000	1 000	1,2	459	8,0	45,9
43	URBANISME ET HABITAT	Projet / Promotion immobilière (128 logements) à Kinshasa	1 812	906	1,1	125	2,2	13,8
	Total URBANISME ET HABITAT		1 812	906	1,1	125	2,2	13,8
50	RESSOURCES HYDRAULIQUES & ELECTRICITE (ÉNERGIE)	Projet / Elaboration de Politiques et stratégies énergétiques	258	129	0,2	50	0,9	38,8
		Projet/ Electrification du monde rural (agence nationale des services d'électrification rurale)	446	223	0,3	11	0,2	5,1
	Total RESSOURCES HYDRAULIQUES & ELECTRICITE (ÉNERGIE)		704	352	0,4	61	1,1	17,4
55	AFFAIRES FONCIERES	Projet /		238	0,3	120	2,1	50,5

		Informatisation du cadastre	475					
	Total AFFAIRES FONCIERES		475	238	0,3	120	2,1	50,5
61	FONCTION PUBLIQUE	Projet/ Réhabilitation de l'immeuble de la Fonction Publique	1 000	500	0,6	156	2,7	31,1
		Projet/ Acquisition d'équipements informatiques	136	68	0,1	158	2,7	233,1
	Total FONCTION PUBLIQUE		1 136	568	0,7	314	5,4	55,3
74	PORTEFEUILLE	Projet / Certification des gisements miniers	6 940	3 470	4,3	1 342	23,2	38,7
	Total PORTEFEUILLE		6 940	3 470	4,3	1 342	23,2	38,7
86	AGENCE NATIONALE DES RENSEIGNEMENTS (ANR)	Projet / Equipements divers	150	75	0,1	5	0,1	6,9
	Total AGENCE NATIONALE DES RENSEIGNEMENTS (ANR)		150	75	0,1	5	0,1	6,9
	AUTRES		142 580	71 290	88,3	-		0,0
	Total Investissements sur Ressources Propres		161 477	80 738	100,0	5 774	100,0	7,2

Sur ressources propres, le Gouvernement a déboursé près de **5,8 milliards de FC** pour réaliser les projets d'investissements du Pouvoir central, soit **7,2%** d'exécution. Les principaux projets d'investissement ont concerné :

- l'Acquisition d'un nouveau charroi automobile pour les services de sécurité : **2,3 milliards de FC**, soit **1.327,7%** d'exécution ;
- la certification des gisements miniers / Portefeuille : **1,3 milliards de FC**, soit **38,7%** d'exécution ;
- les travaux de reconstruction de l'Est du pays/ITPR : **0,5 milliards de FC**, soit **45,9%** d'exécution ;
- la construction de 128 logements sociaux à Kinshasa : **0,1 milliards de FC**, soit **13,8%** d'exécution.

De même, dans le cadre du protocole d'accord pour la gestion concertée des investissements en provinces, il a été transféré des fonds de l'ordre de **34,8 milliards de FC** pour exécuter les projets d'investissements en provinces, soit **7,9%** d'exécution. Ainsi, le taux d'exécution pour les investissements financés sur ressources propres se situe à **15,1%**.

Tableau n°4.8 : Investissements sur ressources extérieures

Code	Administration	Nom Projet	Budget Voté	Prév. Lin. (6 mois)	Struc. Prév. Lin.	Exécution	Struc. Exéc.	Taux Exéc.
24	DÉCENTRALISATION ET AFFAIRES COUTUMIERES	Don U-E / Programme d'appui à la décentralisation en RDC	3 074	1 537	0,2	248	0,2	16,1
	Total DÉCENTRALISATION ET AFFAIRES COUTUMIERES		3 074	1 537	0,2	248	0,2	16,1
25	INTÉRIEUR ET SÉCURITÉ	Don Banque Mondiale / Assistance technique pour le développement humain	13 920	6 960	0,8	2 346	2,0	33,7
		Don U-E / Appui au renforcement des organisations de la société civile en RDC phase 2	1 211	606	0,1	210	0,2	34,7
	Total INTÉRIEUR ET SÉCURITÉ		15 131	7 565	0,9	2 556	2,2	33,8

27	DÉFENSE NATIONALE	Don Union Européenne / Programme d'appui à la stabilisation de la RDC/mesures prioritaires et urgentes	3 883	1 941	0,2	2 966	2,5	152,8
	Total DÉFENSE NATIONALE		3 883	1 941	0,2	2 966	2,5	152,8
30	FINANCES	Don BAD / Projet d'appui à la modernisation des finances publiques	2 784	1 392	0,2	1 520	1,3	109,2
		Don Royaume - Uni / Strengthen donor co-ordination in DRC	10 092	5 046	0,6	73	0,1	1,4
		Don Union Européenne / FED 10 / Projet de facilité de coopération technique	1 272	636	0,1	524	0,4	82,4
		Don Union Européenne / Appui à l'ordonnateur National du FED	411	206	0,0	126	0,1	61,1
		Don U-E / Appui à la modernisation des finances publiques	2 575	1 288	0,1	1 140	1,0	88,5
	Total FINANCES		17 134	8 567	1,0	3 382	2,9	39,5
32	PLAN ET SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA REVOLUTION DE LA MODERNITE	Don BAD / Civil Society and Governance capacity Building / CBFF	2 682	1 341	0,2	707	0,6	52,7
	Total PLAN ET SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA REVOLUTION DE LA MODERNITE		2 682	1 341	0,2	707	0,6	52,7
37	SANTE PUBLIQUE	Don Union Européenne / Programme Appui au plan national des développements sanitaires	6 693	3 346	0,4	5 946	5,1	177,7
	Total SANTE PUBLIQUE		6 693	3 346	0,4	5 946	5,1	177,7
42	INFRASTRUCTURES ET TRAVAUX PUBLICS	Don BAD / Etudes de la route OUSSO-BANGUI-NDJAMENA et navigation fluviale / FAD	612	306	0,0	85	0,1	27,6
		Don BAD / Etdudes du Pont entre Kinshasa et Brazzaville / FAD	2 496	1 248	0,1	130	0,1	10,4
		Don BAD / Projet de prolongement BATSHAMBA-TSHIKAPA	1 392	696	0,1	9 478	8,1	1361,8
		Don Union Européenne / Projet d'entretien et réhab des infrastruct routières en RDC	17 855	8 927	1,0	9 827	8,4	110,1
		Don Royaume Uni / Engineering oversight to road building in South and North KIVU in DRC	235	117	0,0	52	0,0	44,2
		Don U-E / Réhab de la voirie à GOMA (Amélioration de l'eau, assainiss et l'hygiène et les pauvres péri-urbaines et ruraux)	6 481	3 240	0,4	1 316	1,1	40,6
		Don U-E / Route National n°1	23 586	11 793	1,4	2 722	2,3	23,1
	Total INFRASTRUCTURES ET TRAVAUX PUBLICS		52 657	26 329	3,0	23 609	20,1	89,7
44	AGRICULTURE	Don BAD / Appui au développement de l'agroforesterie / CBFF	2 153	1 076	0,1	9 298	7,9	863,8
		Don BAD / Exploitation intégré de la plante Jafro / CBFF	15 046	7 523	0,9	101	0,1	1,3
	Total AGRICULTURE		17 199	8 600	1,0	9 399	8,0	109,3
45	DÉVELOPPEMENT RURAL	Don Royaume-Uni / Technical advisor in construction works for SSAR program in DRC (107)	20 100	10 050	1,2	10	0,0	0,1
		Don Royaume-Uni / Tungane (Let's Unite) Community driven reconstruction program in DRC (103)	22 625	11 313	1,3	9 160	7,8	81,0
	Total DÉVELOPPEMENT RURAL		42 725	21 363	2,5	9 170	7,8	42,9
47	COMMERCE EXTÉRIEUR	Don UE / Programme d'aide au Commerce	1 302	651	0,1	372	0,3	57,2
	Total COMMERCE EXTÉRIEUR		1 302	651	0,1	372	0,3	57,2
48	MINES	Don Banque Mondiale / PROMINES	9 280	4 640	0,5	4 770	4,1	102,8
	Total MINES		23 199	11 600	1,3	4 770	4,1	41,1
50	RESSOURCES HYDRAULIQUES & ELECTRICITE (ÉNERGIE)	Don BAD / NELSAP Interconnexion projet-DRC / FAD	19 228	9 614	1,1	288	0,2	3,0
		Don BAD / Projet AEPA en milieu semi urbain	29 231	14 616	1,7	8 602	7,3	58,9
		Don BAD / Projet d'appui au dvlpmnt du site Inga et l'accès à l'électricité	6 180	3 090	0,4	2 976	2,5	96,3
		Don BAD / Projet de réhabilitation hydroélectrique Inga - MED/FAD	9 939	4 969	0,6	874	0,7	17,6
		Don BAD / Projet électrification périurbaine rurale/FEF	19 404	9 702	1,1	457	0,4	4,7

		Don Union Européenne/ Projet d'appui à l'amélioration du syst en eau potable,hygiène et assainissement	248	124	0,0	22 093	18,8	17834,5
	Total RESSOURCES HYDRAULIQUES & ELECTRICITE (ÉNERGIE)		84 229	42 115	4,9	35 290	30,1	83,8
51	TRANSPORTS ET VOIES DE COMMUNICATION	Don BAD/ Projet prioritaire-sécurité aérienne	36 998	18 499	2,1	5 084	4,3	27,5
	Total TRANSPORTS ET VOIES DE COMMUNICATION		36 998	18 499	2,1	5 084	4,3	27,5
56	ENVIRONNEMENT ET CONSERVATION DE LA NATURE	Don BAD/conservation internationale fondation/CBFF	1 132	566	0,1	1 664	1,4	294,0
		Don BAD/ECOMAKALA/CBFF	2 097	1 049	0,1	926	0,8	88,3
		Don BAD/Projet intégré Redd + (PIREDD/MBKIS) /PIF	1 995	998	0,1	564	0,5	56,5
		Don BAD/Projet Redd Luki/CBFF	2 515	1 257	0,1	489	0,4	38,9
		Don BAD/Pilore Redd d'Isangi/CBFF	1 652	826	0,1	2 359	2,0	285,7
		Don BAD/Projet Redd Mambasa/CBFF	2 134	1 067	0,1	798	0,7	74,8
	Total ENVIRONNEMENT ET CONSERVATION DE LA NATURE		11 525	5 763	0,7	6 801	5,8	118,0
61	FONCTION PUBLIQUE	Don BAD/mobilisation ress humaines, admin publique/FAD	5 568	2 784	0,3	671	0,6	24,1
		Don B-M/rajeunissement de l'admin publique	92 797	46 399	5,4	6 247	5,3	13,5
	Total FONCTION PUBLIQUE		98 365	49 182	5,7	6 918	5,9	14,1
	AUTRES		1 316 636	658 318	76,0	-	-	0,0
Total Investissements sur Ressources Extérieures			1 733 432	866 716	100,0	117 217	100,0	13,5

Par ailleurs, les statistiques captées à fin juin 2014 renseignent, pour les projets d'investissements sur ressources extérieures, une exécution de **117,2 milliards de FC**, soit **13,5%** d'exécution. Ces exécutions concernent uniquement les dons projets financés par les principaux bailleurs ci-après :

- **la Banque Africaine de Développement** est intervenue à concurrence de **47,1 milliards de FC** dont notamment **9,4 milliards de FC** pour appuyer l'organisation de l'agroforesterie et l'exploitation intégrée de la plante jafro, **9,7 milliards de FC** destinés aux études de faisabilité des projets pont Kinshasa-Brazzaville et de la route OUSSO-BANGUI-NDJAMENA/navigation fluviale, **13,2 milliards de FC** pour la réalisation du projet NELSAP interconnexion du pays, le développement du site Inga et accès à l'électricité, projets de réhabilitation hydro électrique Inga et électrification périurbaine rurale/Ressources Hydraulique et Electricité, **6,8 milliards de FC** pour financer le projet intégré REDD+, projets REDD Isangi, Luki et Mambasa/Environnement et Conservation de la nature;
- **La Banque mondiale** : **13,4 milliards de FC** pour des travaux d'assistance technique/ Intérieur et Sécurité, rajeunissement de la fonction publique et le projet PROMINES/MINES ;

- **Le Royaume Uni : 9,3 milliards de FC** notamment pour financer les projets Tungane (Let's Unite) Community driven reconstruction program in DRC (103)/ développement Rural ;
- **L'Union Européenne : 47,5 milliards de FC** pour le financement des différents projets d'appui au renforcement des organisations de la société civile en RDC/Intérieur et Sécurité, programme d'aide au commerce, réhabilitation de la route nationale n°1, etc.

Le Gouvernement a également honoré sa quote-part pour la réalisation des projets cofinancés avec les partenaires extérieurs. Un montant de **15,5 milliards de FC** (soit **45,3%** d'exécution) a été déboursé au titre de **contrepartie** gouvernementale essentiellement pour la réalisation des projets ci-après :

- Programme de Relance Agricole dans la Province de l'Equateur (PRAPE) : **7,7 milliards de FC**
- lutte contre la Tuberculose et le VIH/SIDA, campagne de vaccination cofinancée avec le fonds GAVI : **5,1 milliards de FC** ;
- organisation du 2^{ème} recensement général de la population et de l'habitat (RGP)/DPRH/UNFPA : **1,5 milliards de FC** ;
- Construction Centrale Hydro-Electrique de KAKOBOLA/Bandundu : **0,5 milliard de FC**,

2.2.6. Dépenses exceptionnelles

Durant le premier semestre de l'exercice 2014, le Gouvernement a décaissé près de **1,4 milliard de FC** contre une prévision linéaire de **413,3 milliards de FC**, soit **0,3%** d'exécution. Ces décaissements ont été effectués uniquement sur ressources propres dont l'essentiel a été débloqué en faveur de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) et des Affaires Humanitaires pour la prise en charge des sinistres et calamités.

Tableau 4.9 : Dépenses exceptionnelles par projet

Administration		Budget Voté	Prév. Lin. (6 mois)	Struc. Prév. Lin.	Exécution	Struc. Exéc.	Taux Exéc.	
30	FINANCES	Projet / TVA Remboursable / DGDA	231 083	115 542	28,0	0,0	0,0	
		Projet / TVA Remboursable / DGI	354 915	177 457	42,9	0,0	0,0	
	Total FINANCES	585 998	292 999	70,9		0,0	0,0	
31	BUDGET	Réserves Budgétaires	74 935	37 467	9,1	279	20,2	0,7
	Total BUDGET		74 935	37 467	9,1	279	20,2	0,7

70	ACTIONS HUMANITAIRES ET SOLIDARITÉ NATIONALE	Projet / Sinistres et calamités (Réserves)	8 147	4 074	1,0	173	12,5	4,2
	Total ACTIONS HUMANITAIRES ET SOLIDARITÉ NATIONALE		8 147	4 074	1,0	173	12,5	4,2
77	COMMISSION ELECTORALE NATIONALE INDEPENDANTE (CENI)	Projet / Elections senatoriales et provinciales	157 500	78 750	19,1	930	67,3	1,2
	Total COMMISSION ELECTORALE NATIONALE INDEPENDANTE (CENI)		157 500	78 750	19,1	930	67,3	1,2
Total Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres			826 580	413 290	100,0	1 382	100,0	0,3

Source : ESB/DPSB à fin juin 2014 sur base des données conciliées TOFE/DTO – Avis de débits/CII

Il convient d'ajouter à ce niveau d'exécution des dépenses exceptionnelles de **1,4 milliard de FC** un montant de **310,0 milliards de FC**, au titre de TVA remboursable captée en financement du Tableau des Opérations Financière de l'Etat. Ce qui ramène l'exécution de ces dépenses à **311,4 milliards de FC**.

2.2.7. Dépenses de lutte contre la pauvreté (DLCP)

Les dépenses de lutte contre la pauvreté ont été identifiées conformément aux critères définis par la lettre n° 090/CAB/MIN/BUDGET/iti/lok/2006 du 03 janvier 2006 du Ministre du Budget, portant définition des dépenses pro-pauvres. Les administrations concernées sont principalement l'EPSP, la Santé, l'Agriculture, le Développement Rural,...

Ces dépenses ont été exécutées à fin juin 2014 à hauteur de **537,9 milliards de FC**, soit **35,3%** d'exécution par rapport à ses prévisions linéaires de la période chiffrées à **1.525,9 milliards de FC**.

L'essentiel de ces dépenses a été consacré à la rémunération pour un montant de **387,1 milliards de FC**, aux dépenses financées sur les ressources extérieures à concurrence de **59,8 milliards de FC** et aux investissements sur transfert aux provinces et ETD pour un montant de **33,8 milliards de FC**.

Tableau n° 4.10 : DLCP par Rubrique budgétaire (en millions de FC)

Rubrique budgétaire	Budget Voté	Prév. Lin. (6 mois)	Struc. Prév. Lin.	Exécution	Struc. Exéc.	Taux Exéc.
Bourse d'Etudes	2 500	1 250	0,1	-	0,0	0,0
Charges Communes	65 788	32 894	2,2	7 118	1,3	21,6
Contrepartie des Projets	50 603	25 301	1,7	13 785	2,6	54,5
Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres	8 147	4 074	0,3	173	0,0	4,2
Financement des Réformes	3 400	1 700	0,1	-	0,0	0,0
Fonctionnement des Institutions	62 536	31 268	2,0	7 937	1,5	25,4
Fonctionnement des Ministères	146 443	73 222	4,8	9 360	1,7	12,8
Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	41 744	20 872	1,4	14 211	2,6	68,1
Investissements sur Ressources Extérieures	980 192	490 096	32,1	59 805	11,1	12,2
Investissements sur Ressources Propres	54 481	27 240	1,8	919	0,2	3,4
Investissements sur Transfert aux Provinces et ETD	753 183	376 592	24,7	33 764	6,3	9,0
Rémunérations	842 918	421 459	27,6	387 137	72,0	91,9
Subventions aux Organismes Auxiliaires	34 100	17 050	1,1	2 173	0,4	12,7
Subventions aux Services Ex-BPO	5 817	2 909	0,2	1 546	0,3	53,2
Total général	3 051 852	1 525 926	100,0	537 929	100,0	35,3

Tableau n° 4.11 : DLCP par administration (en millions de FC)

N°	Administration	Budget Voté	Prév. Lin. (6 mois)	Struc. Prév. Lin.	Exécution	Struc. Exéc.	Taux Exéc.
9	Charges communes	65 788	32 894	2,2	7 118	1,3	21,6
10	Présidence de la République	2 998	1 499	0,1	1 437	0,3	95,8
12	Service national	7 327	3 664	0,2	1 332	0,2	36,4
20	Pouvoir judiciaire	109 832	54 916	3,6	27 183	5,1	49,5
22	Affaires étrangères	288	144	0,0	41	0,0	28,6
27	Défense nationale	547	273	0,0	280	0,1	102,4
30	Finances	2 086	1 043	0,1	512	0,1	49,1
32	Plan et suivi de la mise en œuvre de la révolution de la modernité	851	425	0,0	184	0,0	43,3
37	Sante publique	515 833	257 916	16,9	81 611	15,2	31,6
38	Enseignement primaire, secondaire et professionnel	579 260	289 630	19,0	201 276	37,4	69,5
39	Commission nationale pour l'UNESCO / administration	3 787	1 893	0,1	22	0,0	1,2
40	Enseignement supérieur et universitaire	138 764	69 382	4,5	54 297	10,1	78,3
41	Recherche scientifique	6 097	3 048	0,2	1 394	0,3	45,7
42	Infrastructures et travaux publics	57 204	28 602	1,9	11 435	2,1	40,0
43	Urbanisme et habitat	10 993	5 496	0,4	1 011	0,2	18,4
44	Agriculture	215 840	107 920	7,1	39 443	7,3	36,5
45	Développement rural	191 902	95 951	6,3	12 909	2,4	13,5
50	Ressources hydrauliques & électricité (Énergie)	228 485	114 242	7,5	35 863	6,7	31,4
51	Transports et voies de communication	49 729	24 864	1,6	2 580	0,5	10,4
55	Affaires foncières	7 896	3 948	0,3	2 359	0,4	59,7
56	Environnement et conservation de la nature	28 993	14 497	1,0	2 139	0,4	14,8
57	Tourisme	453	227	0,0	227	0,0	100,0
59	Jeunesse	241	120	0,0	120	0,0	100,0

60	Sports / administration	261	130	0,0	18	0,0	13,7
61	Fonction publique	184	92	0,0	168	0,0	182,5
62	Emploi et travail	1 248	624	0,0	481	0,1	77,2
63	Prévoyance sociale / administration	5 358	2 679	0,2	855	0,2	31,9
64	Affaires sociales	25 906	12 953	0,8	10 101	1,9	78,0
65	Genre, femme et enfant	16 747	8 373	0,5	2 909	0,5	34,7
70	Actions humanitaires et solidarité nationale	9 814	4 907	0,3	212	0,0	4,3
76	Cour des comptes	2 382	1 191	0,1	672	0,1	56,4
84	Police nationale	6 636	3 318	0,2	3 006	0,6	90,6
88	Provinces (40%)	753 183	376 592	24,7	33 764	6,3	9,0
90	Petites et moyennes entreprises (pme)	500	250	0,0	-	0,0	0,0
91	Inspection générale de l'enseignement primaire, secondaire et professionnel	4 441	2 221	0,1	969	0,2	43,6
Total général		3 051 852	1 525 926	100,0	537 929	100,0	35,3

Source : ESB/DPSB à fin juin 2014 sur base des données conciliées TOFE/DTO – Avis de débits/CII

3. MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME D' ACTIONS DU GOUVERNEMENT A FIN JUIN 2014

Les affectations des ressources au cours du premier semestre 2014 ont été faites en tenant compte des axes stratégiques du programme d'actions du Gouvernement qui reflètent les politiques publiques qu'il s'est fixées en 2014. Ces affectations ont été opérées en tenant compte de deux instruments d'exécution du budget, à savoir le Plan d'engagement budgétaire (PEB) et le Plan de trésorerie (PTR) qui, du reste, intègrent les feuilles de route des ministères.

Sous réserve de la ventilation par nature du montant de **468,5 milliards de FC** signalés dans le pipeline statistique, les dépenses par axe du Programme d'Actions du Gouvernement au premier semestre 2014 est retracé au tableau n°1 ci-après :

Tableau n°1 : Exécution par Axe du PAG à fin juin 2014

N°	AXE	Montant voté	Prévision linéaire	Struct (%)	Exécution	Struct (%)	Taux exéc.
1	Poursuivre et finaliser les réformes en vue de renforcer l'autorité de l'Etat	2 025 843 197 138	1 012 921 598 569	31,5	541 254 909 039	37,3	51,3
2	Consolider la stabilité macroéconomique et accélérer la croissance et la création d'emplois	1 362 098 996 447	681 049 498 224	21,2	289 783 970 365	20,0	26,2
3	Poursuivre la construction et la modernisation des infrastructures de base	823 028 811 135	411 514 405 568	12,8	72 034 804 128	5,0	31,2
4	Améliorer le cadre de vie et les conditions sociales de la population	2 131 818 154 835	1 065 909 077 418	33,1	514 749 813 337	35,5	40,3
5	Renforcer le capital humain et l'éducation à la citoyenneté	39 705 381 483	19 852 690 742	0,6	13 933 617 628	1,0	58,0
6	Renforcer la diplomatie et la coopération au développement	52 170 004 832	26 085 002 416	0,8	18 671 462 103	1,3	59,4
	Total Général	6 434 664 545 870	3 217 332 272 935	100,0	1 450 428 576 600	100,0	38,9

1°. Poursuite et finalisation des réformes institutionnelles en vue de renforcer l'efficacité de l'Etat

Dans le cadre de cet objectif, les dépenses effectuées ont atteint un niveau de **541,3 milliards de FC**, soit **51,3%** d'exécution. Elles se rapportent aux actions ci-après :

- l'amélioration du processus de prise de décision publique en faveur des institutions et ministères de la République, soit **179,0 milliards de FC** et un taux d'exécution de **54,4%** ;

- la poursuite du processus de décentralisation au titre de transfert de fonctionnement aux provinces et ETD à concurrence de **84,3 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **47,8%** ;
- la poursuite des réformes de l'Administration publique, de l'Armée, de la Police Nationale, des services de sécurité et du système judiciaire : **169,8 milliards de FC** et un taux d'exécution de **52,2%** ;
- la promotion des droits de l'homme, la lutte contre la corruption et l'impunité : **9,4 milliards de FC** et un taux d'exécution de **34,5%** ;
- la promotion du genre et l'amélioration du statut de la femme et de l'enfant : **3,5 milliards de FC** et un taux d'exécution de **37,7%**.

2°. Consolidation de la stabilité macroéconomique, accélération de la croissance et création d'emplois

Le Gouvernement a débloqué, dans le but d'atteindre cet objectif, près de **289,8 milliards de FC**, représentant **20%** de dépenses exécutées, pour les actions sur :

- La consolidation de la stabilité macroéconomique. A cet effet :
 - la **croissance**, selon les estimations de la BCC, s'est établie à **7,5%** à fin juin 2014, tirée par les mines à la suite de la bonne tenue des cours mondiaux, le commerce de gros et de détail, les bâtiments et travaux publics ainsi que l'agriculture ;
 - le **taux d'inflation** à cette date s'est établi en moyenne à **1,41%** contre **2,30%** à la période correspondante de 2013. En glissement annuel, l'inflation s'est fixée à **1,23%** contre un objectif de **3,7%**.
 - la **politique de change** poursuivie par le Gouvernement durant le premier semestre 2014 a permis d'établir le taux de change en moyenne à **926,12 FC/USD**.
 - Les réserves internationales de change, quant à elles, ont atteint un niveau modéré de **1.739,87 millions de dollars américains**, soit **8,31** semaines d'importation des biens et services sur ressources propres ;
- la **politique monétaire** au premier semestre 2014 s'est déroulée dans un environnement économique intérieur relativement calme et une conjoncture internationale caractérisée par une croissance économique modeste.
- Un ajustement à la baisse du taux directeur situé autour de 2%.

- Les autres actions menées en vue de la consolidation de la stabilité ont trait, notamment au paiement du service de la dette, à l'acquisition des matériels oratoires et des intrants de pêche, à la relance du Domaine Agro-industriel Présidentiel de la N'sele, ceux qui participent tant soit peu à la création de l'emploi, à la promotion de la classe moyenne et des secteurs porteurs de croissance.

3°. Poursuite de la construction et de la modernisation des infrastructures de base

Les actions ont porté sur la construction et la réhabilitation des infrastructures de transport terrestre, fluvial, lacustre, maritime et aérien ainsi que la voirie pour près de **72,0 milliards de FC**, soit **5%** des dépenses exécutées, notamment la construction d'une aérogare modulaire à l'aéroport international de N'djili, la voirie du boulevard Lumumba à Kinshasa et l'acquisition des locomotives pour la SNCC dans le cadre du Projet de Transport Multimodal (PTM).

4°. Amélioration du cadre de vie et des conditions sociales de la population

Des actions pour près de **514,7 milliards de FC**, portant sur l'éducation, l'eau, la santé, l'électricité en milieu rural, l'assainissement du milieu, l'habitat, l'urbanisme et le foncier, le transport en commun, les sports et loisirs ainsi que la réforme de la sécurité sociale ont été réalisées, soit **35,5%** des dépenses exécutées.

Ainsi, dans le domaine de la santé l'action du Gouvernement a porté notamment sur la réhabilitation et l'équipement des hôpitaux et des zones de santé, la vaccination etc.

Pour améliorer le cadre de vie dans le domaine de l'éducation, près de **244,3 milliards de FC** ont été décaissés, notamment pour la construction, la réhabilitation et l'équipement des écoles. Tandis que les autres domaines sociaux ont bénéficié de près de **80,3 milliards de FC**.

5°. Renforcement du capital humain et de l'éducation à la citoyenneté

Près de **13,9 milliards de FC** ont été décaissés pour assurer une adéquation entre la formation et le monde du travail et pour les campagnes d'initiation à la nouvelle citoyenneté, soit **1%** des exécutions.

6°. Renforcement de la diplomatie et de la coopération au développement

Des actions menées au cours du premier semestre d'un montant de **18,7 milliards de FC** ont permis l'intensification des actions politiques et diplomatiques en vue de la résolution des conflits à l'Est du pays, notamment la participation aux pourparlers de Kampala conformément à l'Accord cadre d'Addis-Abeba. Des efforts sont consentis en vue de permettre au pays de se réaffirmer sur l'échiquier international et de retrouver son intégrité territoriale. Ce fonds décaissé a servi à la régularisation du fonctionnement des ambassades et postes consulaires de la RDC et au paiement régulier des contributions aux organisations internationales, régionales et sous-régionales, notamment l'Union Africaine, la COMESA et la SADC.

4. SOLDE BUDGETAIRE A FIN JUIN 2014

Au cours du premier semestre 2014, les recettes ont été mobilisées à hauteur de **2.462,2 milliards de FC** contre les dépenses de **2.405,4 milliards de FC**, soit un solde positif de **56,8 milliards de FC**.

Ce solde est en fait l'écart entre les recettes du budget général de l'ordre de **2.284,9 milliards de FC** et les dépenses de **2.228,2 milliards de FC**, étant donné que les budgets annexes et les comptes spéciaux renseignent une exécution en équilibre, en recettes et en dépenses, respectivement de **50,3 milliards de FC** et **126,9 milliards de FC**.

Ces statistiques du budget général tirent leur source du tableau des opérations financières de l'Etat (TOFE) qui dégage des écarts avec l'état de suivi budgétaire (ESB) produit à partir de la chaîne de la dépense. En attendant la régularisation de l'ensemble des dépenses de la période dans la chaîne, l'exécution renseignée dans l'ESB à fin juin 2014 situe les dépenses à **1.450,4 milliards de FC**. Comparé aux recettes du budget général de l'ordre de **2.284,9 milliards de FC**, il se dégage alors un solde positif de **834,5 milliards de FC**.

Globalement, les recettes de l'Etat ont atteint **2.462,2 milliards de FC** à fin juin 2014 contre les dépenses exécutées à hauteur de **1.627,6 milliards de FC**. Il se dégage ainsi un solde budgétaire général positif de **834,5 milliards de FC**.

Les recettes globales sont réalisées à raison de **79,1%** du financement interne et de **11,9%** du financement extérieur.

Les recettes internes situées à **2.167,8 milliards de FC** ont permis de couvrir les dépenses de l'ordre de **1.333,2 milliards de FC** qui, classées par nature économique, se structurent comme suit :

- Dette publique : **44,1 milliards de FC (34,1% d'exécution) ;**
- Frais financiers : **56,2 milliards de FC (101,6% d'exécution) ;**
- Dépenses de personnel : **758,3 milliards de FC (88,8% d'exécution) ;**
- Biens et matériels : **56,5 milliards de FC (45,3% d'exécution) ;**
- Dépenses de prestations : **66,2 milliards de FC (29,2% d'exécution) ;**
- Transferts et interventions de l'Etat : **295,8 milliards de FC (33,1% d'exécution) ;**
- Equipements : **21,6 milliards de FC (14,7% d'exécution) ;**

- Construction, réfection, réhabilitation : **34,4 milliards de FC (84,4% d'exécution)**.

Les recettes extérieures de financement des investissements décaissées à hauteur de **117,2 milliards de FC** ont permis de financer des dépenses identifiées au cours de la période.

CONCLUSION

L'exécution du budget à fin juin 2014 s'est déroulée dans un contexte du recours aux crédits provisoires en début d'exercice, avant le vote de la loi de finances de l'année.

Les recettes réalisées au cours de la période se chiffrent à **2.462,2 milliards FC** contre des dépenses de l'ordre de **2.405,4 milliards de FC**, soit un excédent global de **56,8 milliards de FC**.

Par rapport aux prévisions linéaires, les recettes totales enregistrent un taux de réalisation de **59,5%**, découlant de réalisation de **2.167,8 milliards FC** des recettes internes et de **117,2 milliards de FC** des recettes extérieures.

Les dépenses affichent, quant à elles, un taux d'exécution de **58,1%**, soit **2.405,4 milliards de FC** exécutés contre **4.136,7 milliards de FC** prévus.

Ce niveau d'exécution a permis de mener, tant soit peu, les principales actions des objectifs du Programme d'action du Gouvernement. Les taux d'exécution par objectif se présentent de la manière suivante :

- Poursuivre et finaliser les reformes institutionnelles en vue de renforcer l'efficacité de l'Etat : **51,3%** ;
- Consolider la stabilité macroéconomique et accélérer la croissance et la création d'emplois : **26,2%** ;
- Poursuivre la construction et la modernisation des infrastructures de base : **31,2%** ;
- Améliorer le cadre de vie et les conditions sociales de la population : **40,3%** ;
- Renforcer le capital humain et l'éducation à la citoyenneté : **58,0%** ;
- Renforcer la diplomatie et la coopération au développement : **59,4%**.

L'exécution du budget au 30 juin 2014 montre un niveau de recettes insuffisant par rapport aux assignations de la période. Il est donc important de repenser les stratégies de maximisation des recettes internes et rechercher les voies et moyens susceptibles de financer les besoins exprimés. Un meilleur encadrement de la TVA et des pesanteurs va également impulser les recettes.

Les ressources extérieures indiquent également un taux d'exécution faible. Il est également indispensable d'améliorer le captage des statistiques, la capacité d'absorption ainsi que les relations interministérielles en termes de point d'entrée du financement, de coordination et de communication entre services.